



# BUDGET INITIAL 2024

Conseil d'administration  
du

15 décembre 2023



# Sommaire

Délibération du conseil d'administration du 15 décembre 2023 relative au budget initial de l'exercice 2024 .....	page 4
Note de l'ordonnateur relative au budget initial 2024 .....	page 6
Annexes.....	page 35
Tableau n°1 – Autorisations d'emplois .....	page 35
Tableau n°2 – Autorisations budgétaires.....	page 36
Tableau n°3 – Dépenses par destination et recettes par origine.....	page 37
Tableau n°4 – Équilibre financier .....	page 38
Tableau n°5 – Opérations pour compte de tiers.....	page 39
Tableau n°6 – Situation patrimoniale .....	page 40
Tableau n°7 – Plan de trésorerie.....	page 41
Tableau n°8 – Opérations liées aux recettes fléchées .....	page 42
Tableau n°9.A – Synthèse des opérations pluriannuelles en dépenses.....	page 43
Tableau n°9.B - Synthèse des opérations pluriannuelles en recettes.....	page 46
Tableau n°10 – Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation.....	page 47
Tableau retraçant les moyens des unités mixtes de recherche.....	page 48
Annexe immobilière.....	page 49
Tableau de synthèse budgétaire et comptable en exécution (TSBCE) .....	page 50

## Délibération du 15 décembre 2023

### BUDGET INITIAL : Exercice 2024

Vu les articles 175,176 et 177 du décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable,

Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes,

#### Article 1 :

Le conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- **1 178 ETPT dont 963 ETPT sous plafond Etat et 215 ETPT hors plafond Etat ;**
- **133 414 730 € en Autorisations d'Engagement (AE) dont :**
  - 88 747 907 € en personnel
  - 18 190 725 € en fonctionnement
  - 26 476 098 € en investissement ;
- **114 941 341 € en Crédits de paiement (CP) dont :**
  - 88 747 907 € en personnel
  - 18 290 336 € en fonctionnement
  - 7 903 098 € en investissement ;
- **113 748 259 € en prévision de recettes ;**
- **- 1 193 083 € de solde budgétaire.**

#### Article 2 :

Le conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- - 2 271 121 € de variation de trésorerie ;
- - 4 100 954 € de résultat patrimonial ;
- - 2 675 398 € d'insuffisance d'autofinancement ;
- - 6 092 441 € de variation du fonds de roulement.

**Pour information :**

Le prélèvement sur le fonds de roulement s'élève au budget initial 2024 à **6 092 441.05 €**. Il se répartit entre :

1) **361 192 €** pour le CFA ;

➔ Le conseil d'administration décide d'effectuer un prélèvement sur les réserves (compte 10682) à hauteur de **361 192 €**

2) **240 581 €** pour le SIGDU ;

➔ Le conseil d'administration décide d'effectuer un prélèvement sur les réserves (compte 10682) à hauteur de **240 581 €**

3) **5 490 668.05 €** pour l'université ;

➔ Le conseil d'administration décide d'effectuer un prélèvement sur les réserves (compte 10682) à hauteur de **5 490 668.05 €**.

Les tableaux des emplois (T1), des autorisations budgétaires (T2), de l'équilibre financier (T4), de la situation patrimoniale (T6) et des opérations pluriannuelles (T9.2) sont annexés pour vote à la présente délibération.

Fait à Pessac, le 15 décembre 2023,

Le président du Conseil d'administration



*Direction des affaires financières*

# Note ordonnateur Budget initial exercice 2024

*Conseil d'administration du 15 décembre 2023*

# Sommaire

<b>1. Note introductive à la présentation du budget 2024 .....</b>	<b>3</b>
<b>1. 1. Les enjeux du budget initial 2024.....</b>	<b>5</b>
1. 1. 1. Le niveau des autorisations budgétaires .....	5
1. 1. 2. Les points forts impactant le budget 2024.....	7
<b>1. 2. Le budget de l'établissement .....</b>	<b>13</b>
1. 2. 1. L'évolution des recettes propres encaissées (RE) 2023-2024 .....	13
1. 2. 2. La répartition des dépenses par enveloppe 2023-2024 .....	14
1. 2. 3. Le solde budgétaire du budget initial.....	16
1. 2. 4. Focus sur les centres de responsabilité budgétaire (CRB) .....	17
1. 2. 5. Les opérations immobilières et de travaux : .....	17
<b>1. 3. La soutenabilité du budget .....</b>	<b>18</b>
1. 3. 1. La situation de la trésorerie.....	18
1. 3. 2. La situation patrimoniale .....	20
<b>2. Structure budgétaire par centres 2024 .....</b>	<b>22</b>
<b>2. 1. Architecture budgétaire 2024 pour information .....</b>	<b>22</b>
<b>3. Budget établissement exercice 2024-Tableaux .....</b>	<b>22</b>
<b>3. 1. Autorisations budgétaires limitatives.....</b>	<b>22</b>
3. 1. 1. Tableau 1- Autorisations d'emplois.....	22
3. 1. 2. Tableau 2- Autorisations budgétaires .....	23
3. 1. 3. Tableau 3- Dépenses par destination - recettes par typologie .....	24
<b>3. 2. Equilibre financier.....</b>	<b>25</b>
3. 2. 1. Tableau 4- Equilibre financier .....	26
3. 2. 2. Tableau 5- Opérations pour compte de tiers .....	26
<b>3. 3. Analyse de la soutenabilité .....</b>	<b>27</b>
3. 3. 1. Tableau 6- Situation patrimoniale .....	27
3. 3. 2. Tableau 7 - Plan de trésorerie.....	27
3. 3. 3. Tableau 8- Opérations liées aux recettes fléchées .....	28
3. 3. 4. Tableau 9- Opérations pluriannuelles (OPPA).....	28
3. 3. 5. Tableau 10-Détail OPPA et programmation-prévisions AE/CP.....	29

# 1. Note introductive à la présentation du budget 2024

Dans le cadre du débat d'orientation budgétaire (DOB) annuel, le conseil d'administration en sa séance du 28 avril 2023, a proposé, débattu et validé les grandes orientations stratégiques qui constitueront les lignes directrices dans le cadre de l'élaboration du budget initial de l'établissement pour l'année 2024. Dans la continuité du contexte budgétaire incertain de l'exercice 2023, et en tenant compte notamment des annonces de la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche encourageant les établissements à ne pas freiner les activités en matière d'investissement et de politique RH, le budget initial 2024 de l'université Bordeaux Montaigne (UBM) s'inscrit dans la trajectoire du contrat 2022-2027 et de sa politique en matière d'investissement.

L'ambition de l'université Bordeaux Montaigne pour l'année 2024 s'inscrit dans trois grands objectifs stratégiques :

- **Poursuivre les chantiers de déprécarisation** et de soutien de l'emploi public et de reconnaître l'investissement de toutes et tous.
- **Une vie étudiante et de campus repensée à la sortie de l'opération Campus** : mise en place d'un schéma directeur du développement durable qui accompagnera le dispositif de « forfait mobilités durables », repenser l'occupation de nos espaces de travail et d'études, extension des horaires d'ouverture des bibliothèques, réaménagement des extérieurs et rafraîchissement des locaux.
- **Consolider les missions fondamentales de l'université** :
  - En matière d'enseignement à travers la nouvelle composante de la Cité des langues étrangères, du français et de la francophonie (CLEFF), le développement une offre de formation répondant aux enjeux de la transition écologique, et l'accompagnement du projet d'Université européenne.
  - En matière de politique scientifique en encourageant le dépôt de projets ANR et ERC en portant l'axe « Sciences avec et pour la société » (SAPS), la pérennisation du soutien aux revues et publications engagé en 2023, ainsi que les axes structurants de la politique scientifique de l'université autour de es études sur la nourriture au sein de « Montaigne à table », les études sur les Afriques, les études sur la guerre, les études sur le genre.

Les éléments de cadrage qui suivent permettent de contextualiser la préparation de ce budget, de préciser les contraintes et les opportunités auxquelles l'université Bordeaux Montaigne (UBM) fait face et de rappeler les grandes étapes de construction du budget initial 2024.

L'année 2023 a été marquée par le fort impact de l'inflation que ce soit au niveau des achats, des projets immobiliers ou des fluides (+24%). En 2024, bien qu'une baisse des tarifs de l'énergie soit attendue, l'inflation déjà accumulée va continuer à peser sur les dépenses. Concernant le gaz, l'établissement s'associe au marché de la DAE dès janvier 2024, ce qui devrait soulager l'impact des coûts des fluides. Néanmoins, la hausse de l'enveloppe de fonctionnement est évaluée à 9% pour l'année 2024.

La préparation du budget initial 2024 repose sur la pré-notification de subvention pour charge de service publique (SCSP) en date du 10 novembre 2023 qui tient compte des mesures soclées en 2023, de la compensation à hauteur de 50% des mesures indiciaires du Rendez-vous salarial du 12 juin 2023 pour les personnels émergeant sur le plafond Etat, et de l'absence d'une aide pour financer les surcoûts énergétiques. De plus, chaque année, se pose la problématique du non financement du glissement vieillesse technicité (GVT +472K€ sur 2024) au regard de la pyramide des âges de l'établissement. Outre le GVT, le budget 2024 est impacté par les effets en année pleine de la campagne d'emploi 2023, construite selon des principes nécessaires de sécurisation, de dé précarisation avec la mise en œuvre de la CDéisation anticipée des personnels BIATSS, suite au constat antérieur d'une fragilité structurelle et croissante des effectifs.

L'établissement a intégré à sa réflexion le fait que les mesures décidées au niveau national ne donnent pas toujours lieu à une compensation exacte et que la réorganisation du dialogue stratégique et de gestion



(DSG) conduit par l'Etat crée de l'incertitude sur le soutien dont l'UBM pourrait bénéficier à la conduite de sa trajectoire financière et salariale. Ainsi, pour l'année 2023, 455K€ ont été sociés à travers la notification intermédiaire du 10 juillet sur un surcout de +1M€.

Par ailleurs, le contexte international fait toujours peser la menace d'une hausse des coûts forte et durable sur les matières premières, l'énergie et la construction, fragilisant dès lors nos projections et notre environnement économique. Enfin, compte-tenu des politiques publiques mises en œuvre depuis plusieurs années, nous savons que notre activité est également dépendante de notre capacité à candidater et à être retenus sur les appels à manifestation d'intérêt (AMI) et à projets ouverts. Dans le domaine des Arts, Lettres, Sciences Humaines et Sociales, les appels à projets auxquels l'université peut prétendre sont restreints, ce qui défavorise à la fois notre rayonnement et nos moyens financiers.

Néanmoins, l'année 2024 doit permettre de poursuivre et de consolider la mise en œuvre de projets structurants la vie de l'établissement dans le cadre :

- **Des projets immobiliers avec** l'extension du pôle archéologie (14M€), la réhabilitation du bâtiment de la MSH-Bx (5M€) financés par le Contrat de Plan Etat Région (CPER 2021-2027) dont la maîtrise d'œuvre a été confiée à la SRIA. Les premiers versements devraient intervenir sur 2024 au titre du CPER (+5,4M€). Les études ont débuté fin 2023.
- **Du plan pluriannuel d'investissement (PPI)**, le déploiement de la signalétique, le remplacement des CTA Amphis Cirot et Renouard, la réfection de l'étanchéité des toitures des bâtiments du SIGDU entre autres.
- **Des projets informatiques et numériques** avec le projet de la solution collaborative INFRANUM financée par le CPER 2022-2027 qui contribuera à l'amélioration numérique de la vie de campus. Il est également envisagé la mise en œuvre du projet ELLA (équipement de deux laboratoires de langues du site d'Agen) pour lequel l'UBM a obtenu un co financement de la Région Nouvelle Aquitaine à hauteur de 50% du projet. Ces deux projets initialement attendus sur 2023 ont été reprogrammés sur 2024.
- **De la finalisation financière du projet FEDER REACT-EU** venu en soutien des projets immobiliers et qui a permis de financer une partie du 1<sup>er</sup> équipement de l'opération Campus et qui s'est achevé au 1<sup>er</sup> semestre 2023.

L'établissement devrait percevoir des recettes nouvelles au titre de ces projets avec des versements à hauteur de 8,4M€.

**Dans le domaine de la recherche**, les projets significatifs emportés sur l'exercice 2024 sont :

- **Le Campus Archéo** dans le cadre du CPER 2021-2027 dont les dépenses à hauteur de 1,12M€ seront engagées sur 2024 par des acquisitions telles que : matériel de datation LA-IP-MS, un matériel de réalité augmentée 3D appliquée au patrimoine, un lecteur TL/OSL avec source réactive. Il est attendu un co financement par Bordeaux Métropole, le Conseil régional et les services de l'Etat (+1,9M€)
- **La Chaire diasporas africaines et transculturalité** (376K€) nouveau projet financé par la région.
- **Les Trois projets ANR portés par AUSONIUS** (Prometheus, Altior et ALEAM) 500K€

**Le soutien à la Recherche et à la formation** : il a été acté à l'occasion du vote des enveloppes en juillet 2023 d'augmenter :

- Le fonds de soutien à la pédagogie de +5K€, le portant ainsi à **65K€** sur 2024 (60K€ en 2023 et 50K€ les années précédentes) ;

- La dotation recherche a été augmentée de +73K€, la portant à **930 939€** sur 2024 (+76K€ en 2023), dont 49 500€ au titre du dispositif LPR et 23 374€ sur le budget recherche dont +16K€ pour la PSE (+14K€ en 2023).

**Le niveau des ressources propres en hausse (+39%)** concerne majoritairement des projets du CPER 2021-2027, ainsi que les recettes liées à l'apprentissage.

**La gestion maîtrisée de la masse salariale au regard d'une politique de ressources humaines renouvelée se déclinera dans plusieurs axes :**

- Une campagne d'emplois pérennes dans le prolongement de celle de 2023 ;
- La poursuite du déploiement du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs (RIPEC) : une attention particulière sera portée sur la composante C2 ;
- La poursuite du chantier de la revalorisation de l'indemnitaire Biatss débuté en mai 2022 ;
- La poursuite de la procédure de cdéisation des personnels contractuels biatss initiée en 2023 avec une proposition de déroulé de carrière.
- L'accompagnement de tous les personnels dans leur formation et leur carrière.

Le budget 2024 reflète aussi la volonté de l'établissement d'œuvrer en faveur **d'une politique RH plus dynamique**, mais néanmoins prudentielle au regard des moyens alloués à travers la pré-notification 2024 et du développement des ressources propres.

Cette réflexion s'inscrit donc dans la construction du budget initial 2024.

***Cette note a pour objet d'éclairer les membres de l'organe délibérant sur les raisons et les conséquences des décisions soumises à leur vote. Le budget initial 2024 sera présenté au conseil d'administration du vendredi 15 décembre 2023.***

*Nb : tous les tableaux budgétaires détaillés pour vote et pour information ont été mis à disposition du Rectorat et du CA*

## 1. 1. Les enjeux du budget initial 2024

### 1. 1. 1. Le niveau des autorisations budgétaires

Le budget de l'exercice 2024 est évalué :

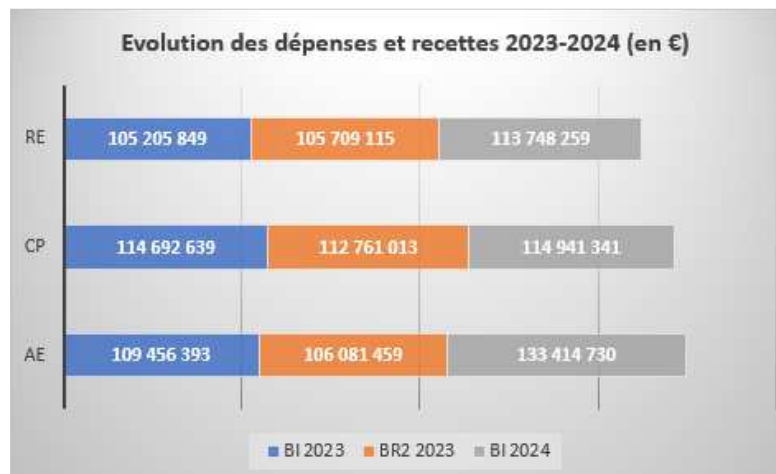
- En dépenses :
  - **133,4 M€** en Autorisations d'Engagement (AE)
  - **114,9 M€** en Crédits de Paiement (CP)
- En prévision de recettes encaissées (RE) : **113,7M€**

Le solde budgétaire prévisionnel est, par conséquent, déficitaire et s'élève à **-1,2M€ conformément au Tableau 2 des autorisations budgétaires.**

Budget en €	BI 2024
AE	133 414 730
CP	114 941 341
RE	113 748 259
<b>Solde budgétaire (RE-CP)</b>	<b>-1 193 083</b>

Evolution année 2023-2024

				Ecart BI 2024/ BR2-2023		Ecart BI 2024/BI2023	
Budget en €	BI 2023	BR2 2023	BI 2024	€	%	€	%
AE	109 456 393	106 081 459	133 414 730	27 333 272	26%	23 958 337	22%
CP	114 692 639	112 761 013	114 941 341	2 180 328	2%	248 702	0,22%
RE	105 205 849	105 709 115	113 748 259	8 039 144	8%	8 542 410	8%
<b>Solde budgétaire (RE-CP)</b>	<b>-9 486 790</b>	<b>-7 051 898</b>	<b>-1 193 083</b>	<b>5 858 815</b>	<b>-83%</b>	<b>8 293 707</b>	<b>-87%</b>



**Les autorisations d'engagement (AE)** sont en augmentation de **26%** par rapport au BR2-2023, soit **+27,3M€** Cette augmentation significative s'explique par :

- L'augmentation significative de l'enveloppe de personnel (+3,46% soit 3M€) qui inclut le surcoût induit par les mesures salariales du 12 juin 2023, l'extension en année pleine de la campagne d'emplois 2023, les 4/12<sup>ième</sup> de la campagne d'emplois 2024, ainsi que l'augmentation mécanique de la masse salariale (GVT) et des mesures en faveur de la politique RH de l'établissement.
- La mise en œuvre des projets immobiliers CPER 2021-2027(pôle archéologie, MSH Bx) (+18,9M€) à travers la convention de mandat avec la SRIA.
- La mise en œuvre des projets numériques informatiques (INFRANUM et ELLA) (893,5K€)
- Les équipements scientifiques relatifs au CPER 2021-2027 Campus Archéo (+1,12M€)

**Les crédits de paiement (CP)** sont en augmentation **+2%** par rapport au BR2-2023, soit **+2,2M€** et sont la résultante de :

- L'augmentation sur le budget hors OPPA +6,6% soit 6,7M€ dont l'impact de l'évolution mécanique et campagne d'emplois de la masse salariale et des mesures salariales.
- Une forte diminution sur les opérations pluriannuelles (OPPA) **de -41,6% (-4,5M€)**

**La prévision de recettes encaissées (RE)** affiche une augmentation de **+8%** par rapport au BR2- 2023, soit **+8M€** Cette augmentation s'explique essentiellement par :

- Les versements de fonds attendus sur les OPPA dont les plus significatifs sont ceux du FEDER REACT EU (712K€), les travaux financés par le CPER 2021-2027 pour le pôle archéo et la MSHBx (5,2M€), l'extension et réhabilitation du bâtiment de la CLEFF (+1,5M€), INFRANUM et ELLA (+362K€)
- Les versements des loyers pour le GER post Opération Campus (+447K€) qui ont débuté en 2023.

- L'augmentation des prévisions de recettes hors opérations pluriannuelles : **+4,5M€**. Cette hausse tient compte de la pré-notification de SCSP 2024 (+1,8M€), de la contribution CVEC, des ressources issues des contrats d'apprentissage, et divers projets en attente de retour de validation.

### Répartition des prévisions de recettes encaissées (RE) par catégorie :

Par principe les recettes sont toutes globalisées et par exception elles sont fléchées et concernent exclusivement les opérations pluriannuelles (OPPA) du Tableau 9

recettes encaissées (RE) en €	BI 2024	Rép% BI 2024
Recettes globalisées	102 955 877	90,5%
recettes fléchées	10 792 382	9,5%
<b>Total RE</b>	<b>113 748 259</b>	<b>100,0%</b>

### Evolution année 2023-2024

recettes encaissées (RE) en €	BI 2023	BR2 2023	BI 2024	Ecart BI 2024/ BR2-2023		Ecart BI 2024/BI2023	
				€	%	€	%
Recettes globalisées	98 351 849	98 623 770	102 955 877	4 332 107	4%	4 604 028	4,68%
recettes fléchées	6 854 000	7 085 345	10 792 382	3 707 036	52%	3 938 382	57%
<b>Total RE</b>	<b>105 205 849</b>	<b>105 709 115</b>	<b>113 748 259</b>	<b>8 039 144</b>	<b>8%</b>	<b>8 542 410</b>	<b>8%</b>

## 1. 1. 2. Les points forts impactant le budget 2024

### 1. 1. 2. 1. La pré-notification de la SCSP

Pour l'année 2024, la pré-notification en date du 10 novembre 2023 fait état d'un montant de **87 445 018€** ainsi que de **998 ETPT sous plafond Etat**. Cette dernière n'intègre pas les crédits du plan de relance et couvre 80% des moyens nouveaux inscrits dans le projet de loi de finance (PLF) 2024.

- Pour rappel, la dernière notification intermédiaire en date du 2 septembre 2023 fait état d'une **SCSP de 86 569 091€** hors plan de relance.
- Cette pré notification 2024 porte l'augmentation à **+1,8M€** par rapport à la pré-notification de 2023 (hors plan de relance).

Cette augmentation concerne en partie :

- Les mesures indiciaires du rendez-vous salarial du 12 juin 2023 (761,4K€) ;
- La poursuite de la LPR 625,8K€ dont les mesures RH (438K€) et le soutien des actions recherche (+188K€) ;
- La pérennisation des crédits relatifs à la dotation au démarrage (+75,7K€).

Sur la base de la reconduction des actions spécifiques (AS) notifiées sur les exercices antérieurs, l'université a inscrit au budget 2023 **+207K€** en sus de la pré-notification 2024.

Ces éléments prévisionnels correspondent à :

- AS-CNU indemnités frais de mission : +65K€
- AS-organisation des concours ITRF : +2K€
- AS- aides spécifiques étudiant.e.s en situation de handicap :+142K€

Ainsi, l'évaluation de la SCSP 2024 s'appuie sur le pré-notification 2024 et les éléments prévisionnels

mentionnés ci-dessus. Le montant inscrit au budget initial 2024 est de **87 662 018€ en recettes encaissées (RE) et produit (droits constatés)** :

SCSP	2023_BI	2023_BR2	2024_BI	Ecart BI 2024_BI 2023
	<i>PréNotif 2023 du 24 novembre 2022</i>	<i>NotifIntermédiaires du 10/10/23 et 02/10/23 Courrier DGE3IP dt 06/11</i>	<i>PréNotif du 10 novembre 2023</i>	
Montant notifié hors plan de relance	85 678 485 €	86 569 091 €	87 455 018 €	1 776 533 €
Plan de relance	0 €	80 000 €	0 €	0 €
Elts previsionnels (AS)	166 694 €		207 000 €	40 306 €
Comp 50% mesures indiciaires		287 577 €		0 €
<b>Total SCSP inscrite</b>	<b>85 845 179 €</b>	<b>86 936 668 €</b>	<b>87 662 018 €</b>	<b>1 816 839 €</b>

Encaissement/produit	2023_BI	2023_BR2	2024_BI	Ecart BI 2024_BI 2023
<b>TOTAL SCSP</b>	<b>85 845 179 €</b>	<b>86 936 668 €</b>	<b>87 662 018 €</b>	<b>1 816 839 €</b>
<i>HORS actions spécifiques</i>	85 268 567 €	85 632 859 €	87 105 542 €	1 836 975 €
<i>Actions spécifiques</i>	309 918 €	492 232 €	349 476 €	39 558 €
<i>AS non notifiées</i>	166 694 €		207 000 €	40 306 €
<i>AS except soutien handicap</i>				
<i>IMMO</i>	100 000 €	100 000 €		-100 000 €
<i>Plan de relance: Du Paréo</i>		80 000 €		0 €
<i>Pré COMP (AS)</i>		344 000 €		0 €
<i>Compensation mesures indiciaires</i>		287 577 €		0 €
<i>Compensation couts energie</i>				
<i>DSG volet 1-PROJETS</i>				
<i>DSG volet 2-AS</i>				

### 1. 1. 2. 2. L'impact de la Contribution de Vie Etudiante et de Campus (CVEC)

L'évaluation du montant prévisionnel de CVEC pour 2024 s'est appuyée sur les modalités de mise en œuvre du décret n°2019-685 du 30/06/19, notamment les articles D841-5 et D841-6 du Code de l'éducation, mais également sur la base du nombre d'étudiants inscrits, soit **15 639**, ainsi que de la base forfaitaire de 63€/étudiant. La réévaluation des recettes et des dépenses s'effectuera à l'occasion du budget rectificatif 2024.

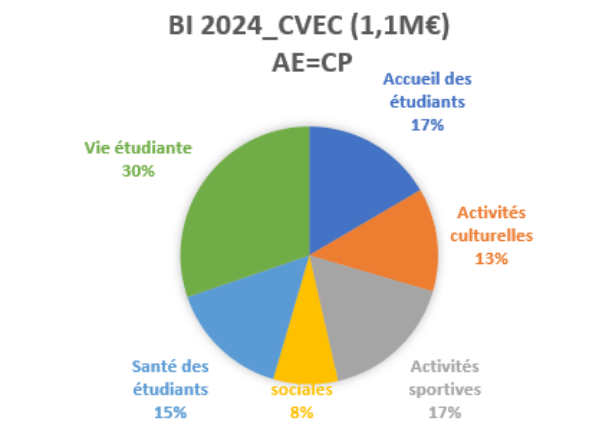
Le montant CVEC inscrit au budget initial de 2024 s'élève :

- **En recette (RE) à 985,2K€€** correspondant au postulat de base des 63€\*15 639 étudiants.
- **En dépenses :**
  - **AE : 1,2M€** dont 251,2K€ de reprogrammation au titre des campagne précédentes.
  - **CP : 1,2M€** dont 251,2K€ de reprogrammation au titre des campagnes précédentes

CVEC	BI 2024	Reprogrammation	Total BI 2024	BI 2023
AE	985 257	251 234	1 236 491	1 484 575
CP	985 257	251 234	1 236 491	1 484 575
RE	985 257	-	985 257	841 500
<b>Ecart RE-CP</b>	-	- 251 234	- 251 234	- 643 075

Afin de sécuriser la projection de la recette, une enveloppe de 78,2K€ a été mise en réserve. Cette enveloppe correspond à la différence entre la programmation prudentielle en dépense élaborée sur la base de 58€, et la projection de la recette basée sur 63€/étudiant (enveloppe sécurisée).

La répartition des moyens CVEC entre les différentes entités tient compte des objectifs politiques visés par le dispositif CVEC (vie de campus), et se ventile selon les grands axes ci-dessous :



Les objectifs de cette enveloppe CVEC nécessitent une gestion en programmation pluri annuelle. Le courrier de la DAF-B2 en date du 25 mars 2020 pose le principe réglementaire de la reprogrammation et n'autorise pas le report de crédits qui se trouvent hors cadre de l'article R719-57 du Code de l'Éducation. Conformément à cette voie réglementaire, les crédits programmés au titre de la CVEC 2024 et ceux au titre de la reprogrammation des exercices antérieurs, ont été **ouverts en AE et CP sur l'exercice 2024**. Il est à noter qu'une enveloppe de 250K€ est programmée sur la tranche 2025 en investissement et sera consacrée au PPI projets immobiliers et 50K€ PPI projets vie de campus pour des cofinancements pour de futurs projets.

Néanmoins, cette programmation a un impact sur l'équilibre du compte de résultat prévisionnel (T6) et également sur le solde budgétaire annuel (T2), puisque sans ressources en face. Un prélèvement sur fonds de roulement (FDR) est donc effectué dans ce cadre. **Au BI 2024, il s'élève à 251,2K€.**

### 1. 1. 2. 3. Stabilisation du nombre d'inscriptions.

Il est constaté pour la seconde année une diminution du nombre d'inscriptions (-1,3%) de date à date entre 2022 et 2023 de **- 180** (source ODE), mais moindre que l'année précédente (-8%) en LMD.

Comparaison des effectifs 2023-24 et 2022-23								
	2023-24		2022-23				Différence 11/2023 et 11/2022	
	au 13/11/2023		au 14/11/2022		au 09/07/2023		Effectif total	Boursiers
	Effectif total	Boursiers	Effectif total	Boursiers	Effectif total	Boursiers		
Licence	9130	4481	9593	4561	9569	4537	-463	-80
Master	2903	1226	2845	1187	2860	1173	58	39
Doctorat	458	2	474	5	552	5	-16	-3
BUT/DUT	870	343	626	297	624	307	244	46
Licence pro.	197	28	200	31	200	27	-3	-3
<b>Total LMD</b>	<b>13558</b>	<b>6080</b>	<b>13738</b>	<b>6081</b>	<b>13805</b>	<b>6049</b>	<b>-180</b>	<b>-1</b>
<b>Total UBM</b>	<b>16311</b>	<b>6422</b>	<b>16384</b>	<b>6439</b>	<b>16823</b>	<b>6420</b>	<b>-73</b>	<b>-17</b>

Source : Apogée - Observatoire des Étudiants

Périmètre LMD : inscriptions principales, Licence hors CPGE, Master, Doctorat, BUT/DUT et Licence professionnelle

Périmètre UBM : inscriptions principales, hors auditeurs libres

Cette diminution n'aura pas de répercussion significative sur le montant des droits d'inscription ouvert au BI 2024 (1,7M€) car un réajustement a été fait à l'occasion du BR2-2023 par rapport à la projection du BI 2023 (1,55K€).

### 1. 1. 2. 4. L'impact des ressources issues du CFA.

Dans le cadre de la loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » du 5/09/2018, le développement de l'apprentissage devient un enjeu stratégique et financier pour les établissements, en développant un modèle économique permettant de dégager de nouvelles ressources. Compte tenu du



contexte de maintien du dispositif d'aide aux entreprises jusqu'au 31/12/2023 (secteur privé), ainsi que le nouveau mode de financement par le centre national de la fonction publique territoriale (CNPTF), le postulat de départ retenu en termes d'effectifs alternants est établi à 400 inscrits, soit +150 par rapport à 2023.

Le modèle économique tient compte de l'ouverture à l'apprentissage de neuf nouveaux parcours dont 7 BUT3 et 1LPRO sur le site de Bordeaux, ainsi que 1 LPRO et 1 master 2 sur le site de Pessac.

Cette mesure du gouvernement en faveur des entreprises soutenant l'alternance, ainsi que le nombre d'inscriptions supplémentaires, impactent directement le niveau prévisionnel des ressources propres du CFA, **soit +621K€** inscrites au BI2024 par rapport au BR1-2023.

Le volume prévisionnel des **recettes (RE) s'établit à : 2,71M€** (2,09M€ au BR2 et +1,76M€ au BI 2023).

#### **Les dépenses (AE & CP) se ventilent entre :**

- Fonctionnement : 1,1M€.
- Investissement : 407,4K€ dont 361K€ financés sur le FDR.
- Personnel : 1,66M€ dont valorisation de personnels

Le modèle analytique Apprenti'Sup tenant compte des 400 apprentis fait partie des moyens alloués au composantes (IUT, IJBA, UFR Hum, UFR L&C et UFR STC) dans le cadre de l'enveloppe formation validée en CFVU. Ce droit de tirage est à hauteur de 20% et entre dans le budget global de la composante.

#### **1. 1. 2. 5. La hausse de l'enveloppe de masse salariale et évolution des ETPT**

L'enveloppe prévisionnelle des dépenses de personnel inscrite au BI 2024 s'élève à **+ 88,75M€** dont 23,8M€ au titre du CAS pension. Le GVT prévisionnel pèse à hauteur de 448K€

L'enveloppe globale est en augmentation **de 4,67 %** par rapport au BI 2023 (84 785 109 €) et en augmentation de **3,46%** par rapport au BR 2 2023 (85 782 523 €).

Cette augmentation s'explique à la fois par des mesures salariales obligatoires et des mesures à l'initiative de l'établissement. L'évolution par rapport au BR 2-2023 se monte à 2 965 384 €. Les principaux facteurs d'évolution sont les suivants :

##### ➤ **Parmi les mesures revêtant un caractère obligatoire :**

###### a. Les mesures « Guérini » :

Pour redynamiser les rémunérations des agents publics et contrer les effets de l'inflation sur le pouvoir d'achat, le gouvernement a mis en place différentes mesures applicables pour certaines dès le mois de juillet 2023. A l'exception de la prime inflation qui impacte de façon étanche l'exercice 2023 (528K€), les autres mesures, bien que débutant majoritairement courant 2023, produisent des **effets supplémentaires** sur l'exercice 2024 :

- Hausse de la valeur du point d'indice à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 (1,5%) : + 639 K€ dont 541 K€ sur le plafond 1.
- Revalorisation des bas de grille pour les catégories B et C, jusqu'à 9 points d'indice supplémentaires pour les plus bas salaires à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 : +9 K€
- Passage du taux de prise en charge des abonnements transport de 50% à 75 % : +23 K€.

A ces mesures, s'ajoute la mesure « +5 points pour tous » entrant en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour + 554 K€.

Le coût des mesures « Guérini » pour l'année 2024 s'élève à 1,225 M€, dont 1M€ sur le plafond 1. Ces mesures seront compensées à hauteur de 761 411 € (pré-notification 2024).

b. Le RIPEC

L'ensemble des revalorisations du RIPEC C1 (nouveau taux 4 200€/an) et C2/C3 (nouveaux périmètres/éligibles), de la PRES (nouveau taux à 2 785/an). L'impact de la variation totale est estimé à 499 510€.

c. Le SMIC

Le SMIC augmentant a minima tous les ans et depuis 2 ans plusieurs fois dans l'année, nous évaluons l'impact de la hausse du SMIC qui interviendra en 2024 à + 40 K€

➤ **Parmi les mesures revêtant un caractère discrétionnaire :**

- L'impact des schémas d'emplois et de la structure des emplois :

Le schéma d'emplois correspond à la valorisation du coût ou du gain lié aux variations d'effectifs. L'évolution de la structure des emplois correspond aux transformations telles que les repyramidages et la titularisation d'un agent contractuel en agent titulaire.

- Impact sur 2024 en EAP des mouvements initiés en 2023 : -102 112 € dont -120 907€ pour les titulaires et +18 795 pour les contractuels BIATSS et enseignants.
- Schémas d'emplois 2024 : + 448 762€ dont 209 373€ de titulaires et 239 389€ de contractuels.
- Evolution de la structure des emplois pour + 33 373€.

➤ Le GVT de l'établissement pour 2024 est évalué à + 448 388 €.

➤ Dans le cadre de la politique RH souhaitée par l'établissement, une enveloppe de 210 K€ a été budgétée pour la poursuite de la revalorisation de l'indemnitaire des titulaires BIATSS.

➤ Variation sur les contrats de recherche : 232 K€

Les mouvements entre le BR2-2023 et le budget initial 2024 se répartissent entre les différentes populations selon :

➤ **La population des enseignant, enseignant-chercheur :**

- **Enseignants titulaires :** + 796 K€ soit +1,86% (hors rémunérations accessoires et HCC). Cette quasi-stagnation s'explique par trois facteurs :
  - D'abord, une hausse contenue du volume prévisionnel moyen des ETPT en 2024 (+2,4) : conséquence d'une rentrée 2023 qui enregistre une stagnation des effectifs et d'une rentrée 2024 en forte hausse (+11 ETPT) qui explique à elle seule l'évolution globale.
  - Ensuite, d'un GVT positif estimé à +284 K€ (source DPG).
  - Enfin l'EAP de la hausse du point d'indice (juillet 2023) ainsi que la mesure +5 points (1<sup>er</sup> janvier 2024) se traduisent par 564 K€ de plus en 2024
- **Enseignants contractuels :** + 7K€ seulement malgré des effectifs en hausse de +4 ETPT :
  - ATER : la moyenne 2023 se situe à 23,9 ETPT. La rentrée 2023 s'établit à 25 ETPT (+1,5 ETPT) mais la masse salariale diminue sur 2024 du fait du recrutement d'ATER à temps plein exclusivement (dont la masse salariale par l'ETPT s'avère plus faible que les mi-temps) : - 134K€ (-11 %).

***Dans ce phénomène se trouve l'explication d'une masse salariale stable alors que les effectifs sont à +4 ETPT chez les contractuels enseignants.***



- Doctorants contractuels : +4 ETPT soit 164K€ (+%). Leur rémunération fera l'objet d'une révision au 1er janvier 2024.
- CDD/CDI : +53K€ (+ 3%). A noter : le passage des contrats sur une base de 384h entraîne un surcoût en traitement pour ceux qui ne font pas 384h et en HCC (non intégré ici) pour ceux qui les dépassent. Le surcoût (hors HCC) a été estimé à 156K€ sur 12 mois soit environ 53K€ pour la seule rentrée 2024.
- Les PAST : -68K€ soit 4% pour -0,5 ETPT

➤ **La population des BIATSS :**

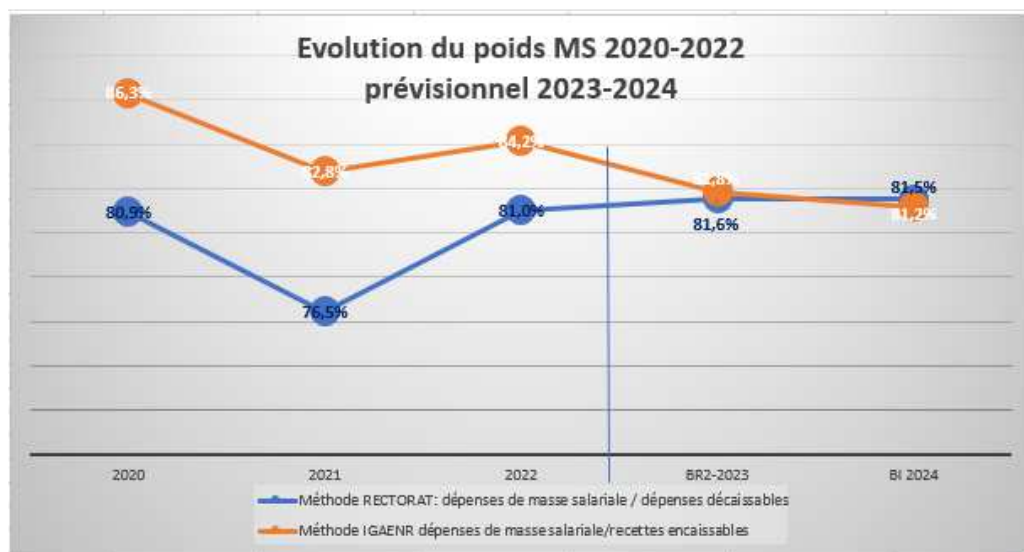
- **BIATSS titulaires** : +677 K€ soit +3,94% (hors rémunérations accessoires). Si le BI 2023 anticipait une hausse des effectifs avec +5 ETPT, il s'avère qu'ils sont restés stable en 2023. Le B.I 2024 anticipe à nouveau une hausse avec + 3,9 ETPT. Vient s'ajouter l'impact du GVT de +164 K€ (source DPG), ainsi que la prise en compte de la hausse du point d'indice et de la mesure +5points ; Le surcoût s'élève à +306K€.
- **Contractuels BIATSS et étudiants** : + 938 K€ (+12%) dont 147K€ d'EAP du point et de mesure +5 points :
  - CDD/CDI BIATSS hors IUT/CFA/SIGDU : + 652K€ (+11%). La projection emmène +7,5 ETPT en 2024 ainsi qu'une marge de sécurité de 322K€ (dont coloration en BIATS de réserves pour 250 000€). Les mesures indiciaires représentent ici 119K€.
  - IUT/CFA/SIGDU : + 250 K€ (+48%) essentiellement imputables au CFA (dont vacances) et dans une moindre mesure au SIGDU dont la projection de dépense est en cohérence avec les recrutements prévus sur 2024. Sur le volet CFA, il semble peu probable que cela se concrétise entièrement.
  - Etudiants : Masse salariale stable sur cette population par rapport au BR2 2023 : + 16 K€

➤ **Les heures de cours complémentaires (HCC) :**

Le volume des HCC est estimé à 4 079 K€ soit +115K€ par rapport au BR2.

- La masse salariale sur les contrats de recherche progressent de + 244K€ (+42%) : Chaire diasporas africaines et transculturalité (1 BIATSS + 2 thèses + un post doc).
- Le hors paye : + 2 000€ consacrée au parcours formation.

En synthèse, il est à souligner que l'analyse est basée sur la projection prudentielle du budget rectificatif n°2 2023.

**Le poids de la masse salariale prévisionnelle selon deux méthodes :****1. 2. Le budget de l'établissement****1. 2. 1. L'évolution des recettes propres encaissées (RE) 2023-2024**

Au BI 2024 les recettes propres prévisionnelles de l'établissement représentent **23%** des recettes encaissables globales (77% SCSP) et sont en augmentation de +39% par rapport au BR2-2023 (+7,31M€). Cette augmentation s'explique par la programmation des recettes sur les projets financés par la région et le CPER 2022-2027, ainsi que le montant de SCSP 2024 (+1,7%) par rapport au BR2-2023 basée sur les notifications intermédiaires de juillet et septembre, en absence de notification définitive pour l'année 2023.

**Evolution des recettes (RE) propres par origine :**

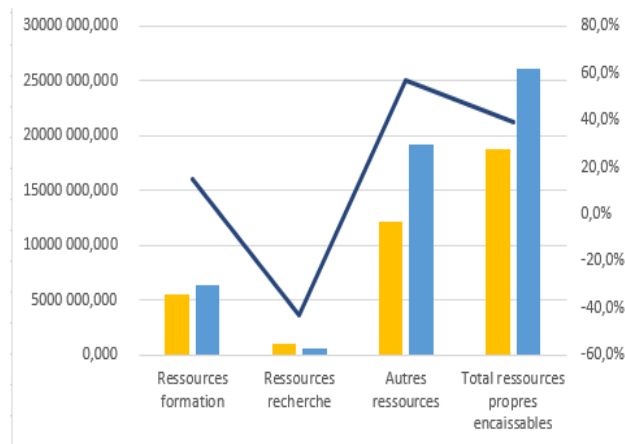
Evolution des ressources propres				BI 2024/BR2-2023	
RE en K€	BI 2023	BR2 2023	BI 2024	ecart	%
Droits d'inscription	1 556	1 626	1 700	74	5%
CVEC	842	1 101	985	-116	-10%
Formation continue, diplomes propres, VAE	3 589	3 928	4 664	735	19%
Taxe d'apprentissage	19	39	36	-3	-8%
Contrats et prestations de recherche hors ANR	51	117	15	-102	-87%
Valorisation	303	305	293	-12	-4%
ANR PIA	0	1	0	-1	-100%
ANR hors PIA	198	541	241	-300	-55%
Subventions Union européenne	1 905	1 334	1 145	-189	-14%
Subventions Région	5 164	3 179	7 736	4 557	143%
Autres subventions	2 286	3 305	6 386	3 081	93%
Autres recettes propres	3 448	3 297	2 884	-413	-13%
<b>Total recettes propres encaissables</b>	<b>19 361</b>	<b>18 772</b>	<b>26 084</b>	<b>7 312</b>	<b>39%</b>

On note une augmentation relative de la prévision des recettes encaissables (RE) **+11%** par rapport au BR2-2022, soit **+ 1,96M€** et qui s'explique essentiellement par :

- La programmation des crédits Région pour le projet d'équipement des laboratoires de langues à Agen (ELLA), le projet INFRANUM (solution globale collaborative obtenu sur financement CPER 2022-2023, les opérations d'investissement du pôle archéologie et MSHBx, ainsi que le solde du FEDER REACT-EU ;
- Les autres fluctuations sont relatives aux autres opérations pluriannuelles sur les contrats de recherche et d'enseignement.

### Les recettes propres se répartissent selon 3 grands domaines d'activité (répartition Ministère COFISUP)

Recettes/RE en M€	BR2 2023	BI 2024
Droits inscription	1,626	1,700
FC, DU, VAE	3,928	4,664
TA	0,039	0,036
<b>Ressources formation</b>	<b>5,593</b>	<b>6,400</b>
Valorisation	0,305	0,293
ANR hors invest avenir	0,541	0,241
ANR invest avenir	0,001	0,000
Contrats & prestations de recherche hors ANR	0,117	0,015
<b>Ressources recherche</b>	<b>0,964</b>	<b>0,549</b>
Région	3,179	7,736
Union européenne	1,334	1,145
Autres ressources propres (dont CVEC )	4,398	3,869
Autres subventions	3,305	6,386
<b>Autres ressources</b>	<b>12,215</b>	<b>19,135</b>
<b>Total ressources propres encaissables</b>	<b>18,772</b>	<b>26,084</b>



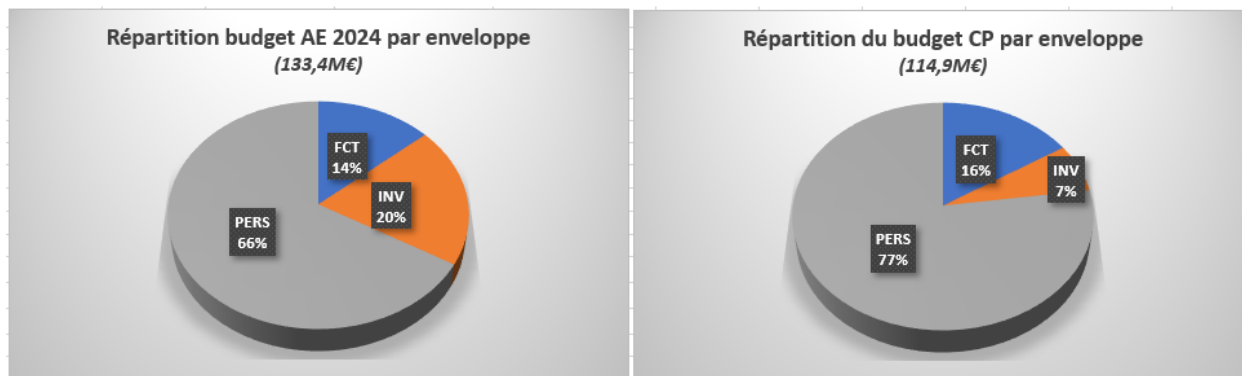
On notera que la prévision à la hausse des ressources propres se répartit entre :

- Une diminution significative de **-43%** des prévisions sur les ressources Recherche, notamment issues de la programmation sur les opérations pluriannuelles. Cette baisse s'explique par la fin du Labex, de l'IDEX, ainsi que la fin de la prolongation des contrats qui avait été octroyée dans le contexte de pandémie COVID 19. L'activité de la recherche se reporte essentiellement sur les contrats co financés par la région.
- Une augmentation de **+14,4%** des prévisions ressources formation liée à l'augmentation significative du nombre de contrats d'apprentissage.
- Une augmentation de **56,7%** sur les autres ressources issues des opérations liées au CPER 2021-2027, y compris celles de la recherche (Campus Archéo, mentionnées ci-dessus (INFRANUM, ELLA, REACT-EU...) entre autres.

## 1. 2. 2. La répartition des dépenses par enveloppe 2023-2024

- L'enveloppe de fonctionnement se porte pour l'année 2024 à 18,2M€ en AE et 18,3M€ en CP
- L'enveloppe d'investissement s'élève à 26,5M€ en AE et 7,9M€ en CP.
- L'enveloppe de personnel s'élève à 84,8M€ en AE et CP. Elle est expliquée au point § 1.1.2.5 Supra.

BI 2024		
en €	AE	CP
Fonctionnement	18 190 725	18 290 336
Investissement	26 476 098	7 903 098
Personnel	88 747 907	88 747 907
<b>Total</b>	<b>133 414 730</b>	<b>114 941 341</b>



➤ Evolution du budget prévisionnel d'AE par enveloppe BI 2024- BR n°2-2023:

Budget en €	2023 BR2	BI 2024	Ecart BI 2024-BR2-2023	
			€	%
Fonctionnement	16 963 802	18 190 725	1 226 924	7,2%
Investissement	3 335 135	26 476 098	23 140 963	693,9%
Personnel	85 782 523	88 747 907	2 965 385	3,5%
<b>Total AE</b>	<b>106 081 459</b>	<b>133 414 730</b>	<b>27 333 272</b>	<b>25,8%</b>

Le budget augmente de **+27,3M€ en AE**, soit 26% par rapport au BR2-2023 (Se référer au point § 1.1.1 supra) et s'explique par :

- ✓ L'augmentation de l'enveloppe **de fonctionnement** de **+1,2M€** due à l'augmentation des charges incompressibles liée au contexte socio-économique, ainsi qu'à la mise en service de nouveaux bâtiments post opération campus (BUDL, CLEFF...). Cette hausse est relative à l'impact du surcoût énergétique qui perdure, à l'inflation qui touche l'achat de matériel, les redevances, les cotisations, ainsi que les demandes de révision de prix des marchés...). L'autre part de la hausse de l'enveloppe concerne la programmation des opérations pluriannuelles (OPPA) des contrats de recherche et d'enseignement.
- ✓ L'augmentation relative de l'enveloppe **d'investissement** de **+23K€** concerne majoritairement les opérations immobilières (Pôle archéo, MSHBx), les projets de 2023 décalés sur l'année 2024 dont INFRANUM (644K€) et ELLA (125K€), ainsi que le CPER Archéovision pour l'achat d'équipements scientifiques lourds. Ces achats sont liés à des marchés ou des conventions pour lesquels l'engagement juridique doit être contractualisé à travers un bon de commande (consommation des AE) pour l'intégralité de la tranche ferme. Également, divers équipements informatiques dont celui de la CLEFF et des travaux immobiliers hors PPI (remplacement plateau télé de l'IJBA, achat véhicule utilitaire à l'IUT, installation de portiques de sécurité) validés par la présidence de l'université.
- ✓ Se référer au point §1.1.2.4 supra relatif à l'enveloppe **de personnel**.

➤ Evolution du budget prévisionnel de CP par enveloppe BI 2023-BR n° 2 2023 :

Budget en €	2023 BR2	BI 2024	Ecart BI 2024-BR2-2023	
			€	%
Fonctionnement	16 825 697	18 290 336	1 464 639	8,7%
Investissement	10 152 794	7 903 098	-2 249 696	-22,2%
Personnel	85 782 523	88 747 907	2 965 385	3,5%
<b>Total CP</b>	<b>112 761 013</b>	<b>114 941 341</b>	<b>2 180 328</b>	<b>1,9%</b>

Le budget augmente de **+2,2M€ en CP, soit +2%** par rapport au BR2-2023 (Se référer au point c§ 1.1.1 supra). Cela s'explique par la reprogrammation sur les OPPA et les restes à payer sur des engagements pris sur les exercices antérieurs.

Les engagements juridiques qui sont pris pour l'année 2024 se déboucleront sur les cinq années à venir, notamment sur le CPER bâtementaire.

### 1. 2. 3. Le solde budgétaire du budget initial

Le solde budgétaire correspond à la différence entre la prévision des recettes encaissées (RE) et la prévision des crédits de paiement (CP) de l'année, soit la variation de trésorerie générée par les opérations budgétaires (solde intermédiaire de trésorerie).

Il doit s'analyser au regard des modalités de financement de l'établissement et des montants disponibles en trésorerie (14 M€) et dans le fonds de roulement (8,3M€) à l'issue de l'exercice.

Le solde budgétaire prévisionnel de l'année 2024 est déficitaire et s'élève à **-1,19M€**. L'analyse de ce solde met en évidence que l'établissement assume avec difficultés son fonctionnement courant du fait du poids exponentiel des dépenses dites incompressibles (dépenses structurelles GVT, impact de la hausse du point d'indice des emplois sous plafond 2, hausse des fluides, impact des charges supplémentaires de l'opération Campus...).

De plus, le recours au FDR est indispensable afin de financer les investissements et maintenir un niveau d'équipement (technique, scientifique, informatique) en lien avec les ambitions de l'université.

Ce solde budgétaire prévisionnel s'explique par :

- Un solde budgétaire prévisionnel négatif de **-5,74M€** sur le hors OPPA :
  - Les travaux immobiliers, infrastructures et équipements numériques représentent 3M€ ;
  - Le décalage de la CVEC dû aux reprogrammations des dépenses : 251K€,
  - L'impact des mesures salariales non compensées : +1,1M€ ;
  - L'impact du GVT : +448K€ ;
  - Le décalage sur les actions spécifiques divers ainsi que les DSG projets, pré comp, IUF : +648K€.

Ces financements s'opèrent via un prélèvement sur la trésorerie (et du FDR).

- Un solde budgétaire positif de **+4,55M€** lié aux OPPA (T9) dont +6,3M€ sur les opérations d'investissement, -1,35M€ sur les contrats de recherche et -416K€ sur les contrats d'enseignement.
- **L'équilibre du budget consolidé se fait par un prélèvement sur la trésorerie à hauteur de 2,27M€**  
Ce prélèvement est la contraction d'un abondement sur la trésorerie fléchée (+5,33M€) et d'un

prélèvement sur la trésorerie non fléchée (-7,6M€). Ce montant prévisionnel tient compte du solde budgétaire et de la balance des opérations non budgétaires (T5).

### 1. 2. 4. Focus sur les centres de responsabilité budgétaire (CRB)

Le budget d'autorisation d'engagement (AE) hors opérations pluriannuelles (108,5M€) se répartit par enveloppe et par CRB comme suit :

BUDGET INITIAL 2024					
CRB	FCT	INV	PERS	TOTAL AE	Rép% AE
900 SUPPORT	3 389 305	1 565 500	1 346 992	6 301 797	5,8%
901 UFR HUM	156 537		1 017 952	1 174 489	1,1%
902 UFR L&C	155 223		1 076 688	1 231 910	1,1%
903 UFR STC	114 062		401 616	515 678	0,5%
904 IUT	603 000	140 000	1 016 713	1 759 713	1,6%
906 IJBA	162 000	45 000	178 200	385 200	0,4%
912 SCD	852 618	200 000		1 052 618	1,0%
913 SOUTIEN	1 260 676	9 500	163 766	1 433 942	1,3%
914 MS	0		79 670 582	79 670 582	73,4%
915 DPIL	3 814 963	740 000		4 554 963	4,2%
916 DSIN	1 319 795	514 444		1 834 239	1,7%
918 RECHERCHE	1 488 298	12 500	129 594	1 630 391	1,5%
920 SIGDU	1 559 800	910 000	631 800	3 101 600	2,9%
921 CFA	1 010 676	407 468	1 656 903	3 075 047	2,8%
922 CLEF	490 500		284 740	775 240	0,7%
<b>Total AE en €</b>	<b>16 377 453 €</b>	<b>4 544 412 €</b>	<b>87 575 544 €</b>	<b>108 497 409 €</b>	<b>100,0%</b>

Le **CRB 900 SUPPORT** héberge les réserves recherche et hors recherche qui viennent augmenter le poids dans la répartition du budget d'AE. Les réserves s'élèvent à 4,2M€ dont 408K€ relèvent des 10% centralisés sur le volume global des HCC, ainsi que de l'enveloppe prudentielle de la CVEC (78,2K€).

Il est à rappeler que l'exercice 2024 fera l'objet d'un budget rectificatif unique. Dans ce contexte, l'enveloppe des réserves recherche et hors recherche a été évaluée en tenant compte de la mobilisation de ces enveloppes sur les trois dernières années d'une part, et d'autre part en tenant compte des projets déposés dont le résultat n'est pas encore connu à la date de préparation du budget initial.

Le montant du budget d'AE du CRB 900\_Support hors réserves et hors OPPA s'élève à **2,1M€**

Le **CRB\_913 SOUTIEN** porte une majorité des crédits de la CVEC (562K€). L'enveloppe du budget d'AE est ventilée entre les différents services et directions du CRB (SUAC, DOSIP, DIVEC, FTLV).

Le **CRB\_915 DPIL** porte les charges de fonctionnement de l'établissement. Le montant des charges incompressibles est estimé à 3,33M€. Elles correspondent aux dépenses de fluides, des contrats de maintenance et d'entretien, de gardiennage et d'entretien des locaux.

Le **CRB\_920 SIGDU** porte ses propres frais d'infrastructures dont la dépense est incompressible. Ces dépenses sont couvertes en partie par la contribution des organismes partenaires (IEP, UB, INP, BSA...) selon la convention de site en vigueur.

### 1. 2. 5. Les opérations immobilières et de travaux :

Ci-dessous, la liste des opérations qui se dérouleront sur l'année 2024 avec un impact financier significatif.

Ces opérations sont financées soit par un tiers extérieur (CPER, MESR...), soit par un co financement de l'établissement. Les gros travaux hors PPI sont, quant à eux, financés par le FDR de l'université.



Le plan pluriannuel d'investissement 2024-2028 présenté en séance du 15 décembre au conseil d'administration, reprend l'exhaustivité des opérations à venir en indiquant la part d'autofinancement de l'UBM financée sur son fonds de roulement.

Ainsi, cette liste présentée ci-dessous est non exhaustive :

Opérations immobilières en cours	AE	CP
AAP 2022 CRNA Pratiques sportives et bien être pour tous	23 000	14 000
AAP 2022 CRNA Réaménagement des espaces de vie étudiants et de socialisation à l'UBM (REVES)	75 000	30 000
ADAP - MISE EN ACCESSIBILITE ASCENSEUR	21 000	15 000
ADAP - MISE EN ACCESSIBILITE IUT	30 000	20 000
Déploiement Aquipass 2018	68 000	68 000
DEPLOIEMENT SIGNALETIQUE	319 723	319 723
Mise en sécurité des Bât I et J / Passage CO24 Bâtiment J	75 000	75 000
Réfection de l'étanchéité de toiture des bâtiments du SIGDU	160 000	160 000
Réhabilitation du bâtiment de la MSHA (CPER 2021-2027)	4 900 000	320 000
Réhabilitation du bâtiment J - Locaux DSIN - Locaux stockage sous-sols	10 000	6 000
Remplacement des CTA Amphis Cirot et Renouard	180 000	35 000
RESTRUCTURATION / EXTENSION DU PÔLE ARCHEOLOGIE (CPER 2021-2027)	14 000 000	190 000
Sécurisation salle serveurs J011	5 000	0
Aménagement escaliers B200 / B400	40 000	40 000
Opération pluriannuelle mais suivie hors OPE	23 000	30 000
Aménagement Bât E RdC - Centre de Californie (cf ATT-2023-000027)		
Opération pluriannuelle mais suivie hors OPE	72 000	76 000
Remplacement SSI MDA (cf ATT-2023-000015 et CDE-2023-003015)		
Etude amélioration éclairage circulations IUT1	6 000	6 000
Désamiantage salle serveur MSH	15 000	15 000
<b>Total 2024</b>	<b>20 022 723 €</b>	<b>1 419 723 €</b>

### 1. 3. La soutenabilité du budget

#### 1. 3. 1. La situation de la trésorerie

##### 1. 3. 1. 1. Soutenabilité à l'échelle infra-annuelle

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	16 270 138	29 751 488	23 272 572	17 561 031	31 485 712	22 687 780	14 321 245	36 751 398	22 403 968	16 623 749	31 479 302	29 065 635	291 674 017
<b>ENCAISSEMENTS</b>													
Recettes budgétaires globales	21 916 004	862 763	700 000	22 408 504	571 500	1 271 500	23 418 594	880 000	1 837 757	23 917 506	1 152 877	4 118 962	102 955 877
Recettes budgétaires flechées	0	2 045 000	2 690 000	500 000	275 000	350 000	1 185 080	50 250	646 000	652 000	1 200 000	1 199 052	10 792 382
Opérations non budgétaires	21 300	11 480	120 300	11 100	11 580	20 420	35 262	23 606	276 320	509 948	23 600	16 115	1 081 031
A. TOTAL	21 937 304	2 719 243	3 510 300	22 919 604	858 080	1 641 920	24 638 846	1 053 856	2 780 077	25 079 454	2 376 477	5 334 129	114 829 290
<b>DECAISEMENTS</b>													
Dépenses liées à des recettes globales	8 099 199	8 699 944	8 657 280	8 567 806	9 150 758	9 197 513	8 869 496	7 792 268	8 152 147	9 452 729	11 057 038	11 784 578	109 480 759
Dépenses liées à des recettes flechées	275 832	306 369	374 546	300 958	222 018	691 977	436 091	238 954	228 458	345 733	685 293	1 354 367	5 460 589
Opérations non budgétaires	60 923	191 847	190 016	126 158	283 236	118 965	-7 096 094	7 370 064	159 691	425 438	-6 952 187	7 261 811	2 159 069
B. TOTAL	8 435 954	9 198 160	9 221 841	8 994 923	9 656 012	10 008 455	2 208 693	15 401 286	8 540 296	10 223 900	4 790 145	20 400 748	117 100 410
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	13 481 350	-6 478 917	-5 711 541	13 924 681	-8 797 932	-8 366 535	22 430 153	-14 347 430	-5 780 219	14 855 554	-2 413 867	-15 068 618	-2 271 121
SOLDE CUMULE (1) + (2)	29 751 488	23 272 572	17 561 031	31 485 712	22 687 780	14 321 245	36 751 398	22 403 968	16 623 749	31 479 302	29 065 635	13 999 017	-2 271 121
dont nouveau de la trésorerie fléchée	-275 832	1 738 631	2 315 454	199 042	52 982	-341 977	748 989	-188 704	417 542	306 267	514 707	-155 306	5 331 786
dont nouveau de la trésorerie non fléchée	13 757 182	-8 217 548	-8 026 995	13 725 639	-8 850 914	-8 024 558	21 681 164	-14 158 726	-6 197 761	14 549 287	-2 928 374	-14 911 312	-7 602 917
												13 999 017	-2 271 121

Les variations de trésorerie sont liées au rythme de versement de la subvention pour charges de service public (SCSP). Le postulat retenu pour le rythme d'encaissement de la subvention du ministère est basé sur celui de 2023 (janvier, avril et juillet). Il permet ainsi de lisser les flux et d'éviter les points bas de trésorerie.

Néanmoins, certains postes importants en recettes sont encaissés majoritairement en juillet : droits d'inscription, taxe d'apprentissage... Le point le plus bas de trésorerie se situe au mois de décembre et il repose

notamment sur la projection des CP insuffisamment déprogrammés sur les opérations pluriannuelles et sur les opérations immobilières en particulier.

La masse salariale représente 77,2% des dépenses (CP BI 2024), et les décaissements ont lieu de manière relativement linéaire conformément au déversement de la paye avec du décalage lors des périodes de fermeture de l'établissement.

Le niveau prévisionnel de trésorerie à l'issue de l'exercice 2024 se porte à **14M€** après un prélèvement de 2,3M€.

*Le solde initial de trésorerie est le solde évalué à l'issue du budget rectificatif n°2 -2023.*

### Focus sur évolution du niveau de trésorerie

- 2017-2022 : données du compte financier
- 2023-2024 : données du budget prévisionnel

K7	CoFi 2017	CoFi 2018	COFI 2019	COFI 2020	COFI 2021	COFI 2022	BR2-2023	BI 2024
Niveau final de la TRESORERIE globale	18 891	19 945	20 131	23 021	27 586	23 487	16 270	13 999
NB jours TRESORERIE	79	83	81	92	106	88	57	47

Force est de constater que le niveau de trésorerie issu des variations des exercices précédents laisse l'établissement dans une situation très fluctuante entre les budgets prévisionnels et les comptes financiers. Le montant prévisionnel de la trésorerie au BI 2024 est évaluée à **13M€ soit 47 jours de fonctionnement, le seuil de vigilance étant de 30 jours.**



Il est très important de souligner que cet indicateur n'intègre pas le fait qu'une grande partie de la trésorerie de l'université est déjà gagée par toutes les opérations en cours. De plus, en 2024, l'UBM percevra des avances conséquentes relatives aux opérations immobilières et projets numériques informatiques entre autres. Le décaissement de ces opérations s'effectuera de manière pluri annuelle, gonflant ainsi la trésorerie sur une période donnée.

Le montant de la trésorerie réellement disponible sera fiabilisé à l'issue du compte financier 2023.

### Indicateurs de suivi :

- Solde budgétaire négatif : -1,2M€
- Variation trésorerie négative : -2,3 M€
- Variation du FDR négatif : -6,1 M€. Pas de création de richesse pour l'établissement.
- Variation du BFR négatif : -5,7M€. L'établissement encaisse plus vite qu'il ne décaisse.

- **Ces indicateurs financiers affichés au budget initial 2024 sont le fait des programmations des opérations immobilières dont l'achèvement de l'opération Campus et de la CLEFF d'une part, du début des opérations du CPER 2021-2027 (MSH-Bx et Pôle archéologie), et d'autre part de l'impact de l'inflation, des surcoûts énergétiques qui viennent s'ajouter à l'augmentation mécanique de la masse salariale et des mesures Guérini.**

De plus, ils indiquent une situation financière maîtrisée mais qui se dégrade et une soutenabilité à court-moyen termes en tension.

Ces indicateurs sont calculés à partir du résultat prévisionnel du BR2-2023 qui présage d'un atterrissage au compte financier 2023 plus favorable pour l'établissement, notamment du fait que l'UBM n'a pas eu la notification finale de SCSP 2023.



### 1. 3. 1. 2. La soutenabilité à l'échelle pluriannuelle :

Elle s'apprécie au regard du niveau final de trésorerie prévisionnel et mise en perspective avec celles des restes à engager, à payer et à encaisser sur les opérations pluriannuelles (OPPA).

- Niveau final de trésorerie (T-6) : +14M€ + Reste à encaisser(T9-1) : 35,1M€ = **49,1M€**
- Reste à engager (T9) : 21,7M€ + Reste à payer (T10 TSCB) : 20,75M€ = **42,45M€**
  - **Balance positive de +6,65M€**

➤ **Ces indicateurs chiffrés indiquent une situation financière « saine » et soutenable prévisionnellement à long terme pour l'établissement, sous réserve de l'encaissement des financements extérieurs dans leur intégralité.**

### 1. 3. 2. La situation patrimoniale

Le résultat patrimonial du budget principal consolidé est déficitaire de **-4,1M€** et se répartit entre :

- UBM : -4,6M€
- SIGDU (SACD) : +505 K€
- CFA (SACD) : +0,5K€

Le déficit se porte exclusivement sur le budget propre, hors SACD. Ce déficit tient compte :

- ✓ Des éléments identifiés dans le cadre de l'explication du solde budgétaire négatif hors OPPA (hausse des charges incompressibles, décalage CVEC, mesures salariales, GVT) : +1,7M€
- ✓ Du volume des amortissements non neutralisés : +1,4M€
- ✓ De Diverses actions spécifiques (IUF, DSG projets) : +648K€
- ✓ Des recettes (avances) non comptabilisées en produits : 352K€

Le prélèvement global sur le FDR s'établit en prévisionnel à **-6,1M€** dont 3,4M€ pour couvrir les investissements liés aux infrastructures immobilières et numériques, et 2,7M€ (montant de l'IAF) pour financer les charges de fonctionnement.

L'érosion de la CAF aura pour conséquence de limiter la capacité d'investir de l'établissement et/ou de grever son fonds de roulement dont une partie est déjà gagée.

- Ce prélèvement sur FDR porterait le niveau prévisionnel final de FDR 2024 à **8,33M€ soit 28 jours** de fonctionnement. Le seuil de vigilance est de 15 jours.

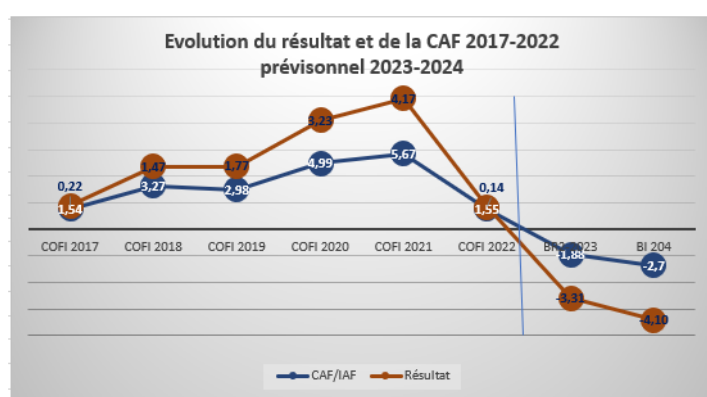
#### Focus sur l'évolution du niveau du fonds de roulement 2017-2024 :

- 2017-2022 : données du compte financier
- 2023-2024 : données du budget prévisionnel

K7	CoFi 2017	CoFi 2018	COFI 2019	COFI 2020	COFI 2021	COFI 2022	BR2-2023	BI 2024
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT net glo	11 336	11 523	13 673	16 227	20 194	19 420	14 424	8 332
NB jours FDR	47	48	55	65	77	73	50	28



Il est très important de souligner, là aussi, que cet indicateur n'intègre pas le fait qu'une grande partie du fonds de roulement de l'université est déjà gagée par toutes les opérations en cours. Le FDR réellement mobilisable sera calculé à l'issue du compte financier 2023.

**Graphique synthèse des indicateurs :**

La situation financière de l'université est saine mais présente des risques en termes de trésorerie et fonds de roulement à court et moyen termes. En effet, les indicateurs financiers affichés au budget initial 2024 résultent majoritairement des facteurs exogènes mentionnés précédemment dont l'établissement ne maîtrise pas l'évolution à ce jour.

**Le besoin en fonds de roulement** prévisionnel 2024 est de -5,7M€. Il subit une variation importante par rapport au BR2-2023 (-1,8M€). Ce phénomène s'explique par le fait des nouvelles opérations liées au CPER 2021-2027 inscrites en encaissement et dont les dépenses s'étaleront sur les années ultérieures, ainsi que le solde attendu sur les opérations qui se sont achevées sur les exercices antérieurs. Enfin, il est à souligner que le besoin en fonds de roulement de l'établissement se maintient en négatif depuis 2017, ce qui signifie que l'établissement encaisse plus vite qu'il ne décaisse.

**Le prélèvement sur fonds de roulement** tient en partie aux décalages des financements sur les grands projets immobiliers, mais est également lié aux ressources structurelles et durables impactant le financement du GVT, du point d'indice, des surcoûts énergétiques et de l'inflation, et la part d'autofinancement sur les projets, entre autres. Le poids de l'amortissement non neutralisé pèse également sur la capacité d'investissement. L'établissement reste vigilant sur sa politique d'investissement à moyen terme et s'emploie à trouver d'autres sources de financement, comme le CPER, mais également en maîtrisant ses dépenses de fonctionnement à travers l'élaboration d'un plan de sobriété, et de maîtrise de sa masse salariale.

L'établissement doit être vigilant sur sa politique d'investissement à moyen terme, sur ses dépenses de fonctionnement et de masse salariale, ainsi que sur la part d'autofinancement qu'il consacre aux opérations. L'UBM s'attachera à développer ses ressources propres, notamment en matière de contrats de recherche, et également à travers la CLEFF.

## 2. Structure budgétaire par centres 2024

### 2. 1. Architecture budgétaire 2024 pour information

Architecture budgétaire au 1er janvier 2024 voté au CA du 13 juillet 2023			
	2024		Libellé centre de responsabilité budgétaire (CRB)
	Université Bordeaux Montaigne	SACD	CRB920_SIGDU
CRB921_CFA			centre de formation des apprentis
hors SACD		CRB900_SUPPORT	Support
		CRB901_UFR HUM	Humanités
		CRB902_UFR L&C	langues et civilisations
		CRB903_UFR STC	Sciences des territoires et de la communication
		CRB904_IUT	Institut universitaire de technologie
		CRB906_IJBA	institut de journalisme de bordeaux aquitaine
		CRB912_SCD	Service commun documentation
		CRB913_SOUTIEN	Soutien
		CRB914_MS	Masse salariale
		CRB915_DPIL	Direction du patrimoine immobilier et logistique
		CRB916_DSIN	Direction du système d'information et du numérique
		CRB918_RECHERCHE	Recherche
		CRB 922_CLEFF	Cité de langues étrangères, du français et de la francophonie

La structure budgétaire 2024 a évolué par rapport à l'exercice 2023, en y intégrant la création du CRB\_922 Cité des Langues Etrangères du Français et de la Francophonie (CLEFF), et la suppression du CRB\_907 Département d'études de Français Langue Etrangères (DEFLE)

## 3. Budget établissement exercice 2024-Tableaux

### 3. 1. Autorisations budgétaires limitatives

#### 3. 1. 1. Tableau 1- Autorisations d'emplois

Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnels (DPGEC) phase 1 exercice 2024

- Se référer au fichier excel qui sera transmis au ministère le 08/12/2024.

**Le plafond d'emplois global (ETAT & ETABLISSEMENT) est en augmentation de 28,2 ETPT** par rapport au budget rectificatif n°2-2023, et se répartit de la manière suivante :

- +14,6 ETPT sur plafond ETAT soit total de 963 ETPT
- -13,6 ETPT sur plafond ETABLISSEMENT, soit total de 215,1 ETPT

**Le prévisionnel d'emplois ETPT consommés s'établit à 1 178,1ETPT ETPT au budget initial 2023.**

Le plafond des emplois fixé par l'Etat et notifié à l'établissement à travers la pré-notification de SCSP 2024 a été fixé à **998 ETPT**, soit +2ETPT Cette variation entre dans le cadre de la LPR avec la création de nouveaux contrats doctoraux.

Se référer au point § 1.1.2.5 supra pour le détail.



Tableau 1

Autorisation d'emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BUDGET INITIAL 2024

		(A)	(B)	(C) = (A) + (B)
		<b>Emplois sous plafond Etat</b>		
		En ETPT		
Catégories d'emplois	Nature des emplois			<b>Global</b>
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	430,0 (1)	430,0
		CDI	11,4	11,4
	Non permanents	CDD	167,5	193,4
<b>S'total EC</b>			<b>608,9</b>	<b>634,8</b>
<b>Elèves fonctionnaires stagiaires des</b>				-
BIATOSS	Permanents	Titulaires	315,5 (2)	315,5
		CDI	38,6	78,3
	Non permanents	CDD	-	149,5
<b>S'total Biatoss</b>			<b>354,1</b>	<b>543,2</b>
<b>Totaux</b>			<b>963,0 (3)</b>	<b>1 178,0</b>
			<b>215,0</b>	Plafond global des emplois voté par le CA
<b>Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat</b>			<b>998,0 (5)</b>	

### 3. 1. 2. Tableau 2- Autorisations budgétaires

Cf§ 1.2.2 et 1.2.3 Supra pour explications des variations et détail du solde budgétaire



TABLEAU 2  
Autorisations budgétaires Budget initial

Date exécutoire
Etablissement
Niveau d'agrégation
Nature du budget (BP, BA)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

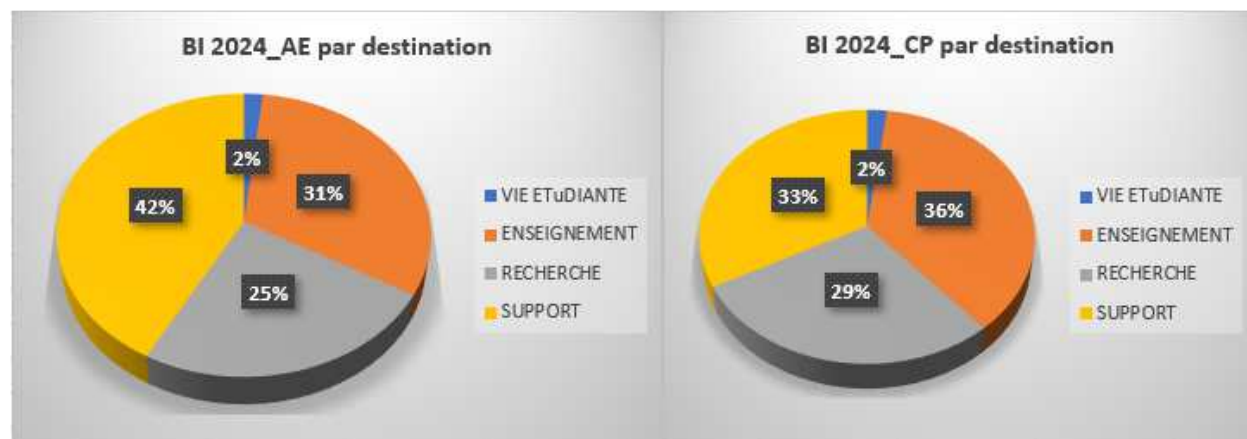
DEPENSES	Montants Budget initial N BI 2024 Proposition au CA du 15/12/2023		Montants Budget initial N BI 2024 Proposition au CA du 15/12/2023	
	AE	CP		
<b>Personnel</b>	<b>88 747 907</b>	<b>88 747 907</b>	<b>102 955 877</b>	<b>Recettes globalisées</b>
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	23 813 759	23 813 759	87 664 018	Subvention pour charges de service public
			267 763	Autres financements de l'Etat
			985 257	Fiscalité affectée
<b>Fonctionnement</b>	<b>18 190 725</b>	<b>18 290 336</b>	4 549 877	Autres financements publics
			9 488 962	Recettes propres
<b>Intervention (à partir de 2024)</b>				
			<b>10 792 382</b>	<b>Recettes fléchées*</b>
			631 000	Financements de l'Etat fléchés
<b>Investissement</b>	<b>26 476 098</b>	<b>7 903 098</b>	10 099 052	Autres financements publics fléchés
			62 330	Recettes propres fléchées
<b>TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)</b>	<b>133 414 730</b>	<b>114 941 341</b>	<b>113 748 259</b>	<b>TOTAL DES RECETTES (C)</b>
<b>SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)</b>	<b>0</b>		<b>1 193 083 SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)</b>	

### 3. 1. 3. Tableau 3- Dépenses par destination - recettes par typologie

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE + CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Formation initiale et continue	38 082 965	38 082 965	2 451 608	2 463 060	1 488 428	1 488 428	42 023 000	42 034 452
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	30 721 887	30 721 887	1 712 776	1 724 228	1 382 960	1 382 960	33 817 623	33 829 075
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	7 005 801	7 005 801	621 332	621 332	105 468	105 468	7 732 601	7 732 601
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	355 277	355 277	117 500	117 500	0	0	472 777	472 777
D105 - Bibliothèques et documentation	3 860 115	3 860 115	864 618	864 618	200 000	200 000	4 924 733	4 924 733
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	0	0	0	0	0	0	0	0
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	0	0	0	0	0	0	0	0
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	0	0	0	0	0	0	0	0
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	0	0	0	0	0	0	0	0
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	0	0	0	0	0	0	0	0
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	27 418 760	27 418 760	3 171 820	3 188 828	1 194 943	1 194 943	31 785 522	31 802 531
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	125 280	125 280	0	0	0	0	125 280	125 280
D113 - Diffusion des savoirs et musées	807 649	807 649	188 948	188 948	0	0	996 597	996 597
D114 - Immobilier	2 429 610	2 429 610	5 096 606	5 096 606	21 421 723	2 848 723	28 947 939	10 374 939
D115 - Pilotage et support	14 604 631	14 604 631	5 458 578	5 529 728	2 157 004	2 157 004	22 220 213	22 291 363
Étudiants	1 418 897	1 418 897	958 548	958 548	14 000	14 000	2 391 445	2 391 445
D201 - Aides directes aux étudiants	0	0	91 000	91 000	0	0	91 000	91 000
D202 - Aides indirectes	163 752	163 752	100 607	100 607	9 000	9 000	273 358	273 358
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	1 255 146	1 255 146	766 941	766 941	5 000	5 000	2 027 087	2 027 087
<b>Total</b>	<b>88 747 907</b>	<b>88 747 907</b>	<b>18 190 725</b>	<b>18 290 336</b>	<b>26 476 098</b>	<b>7 903 098</b>	<b>133 414 730</b>	<b>114 941 341</b>

La répartition des dépenses par destination montre que l'université répartit équitablement ses moyens sur les activités cœur de métier qui assument majoritairement leurs charges directes tandis que le soutien porte l'ensemble des charges communes à la structure.



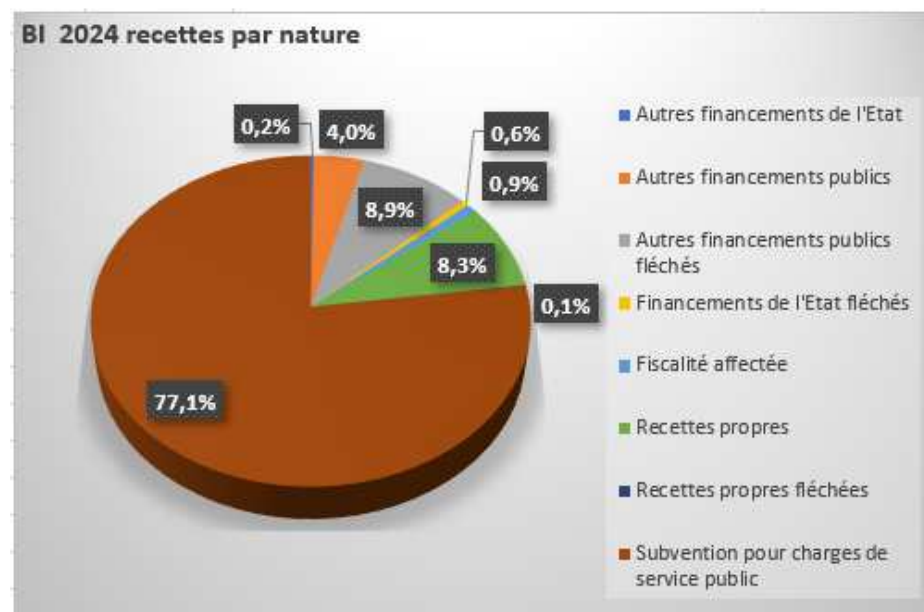
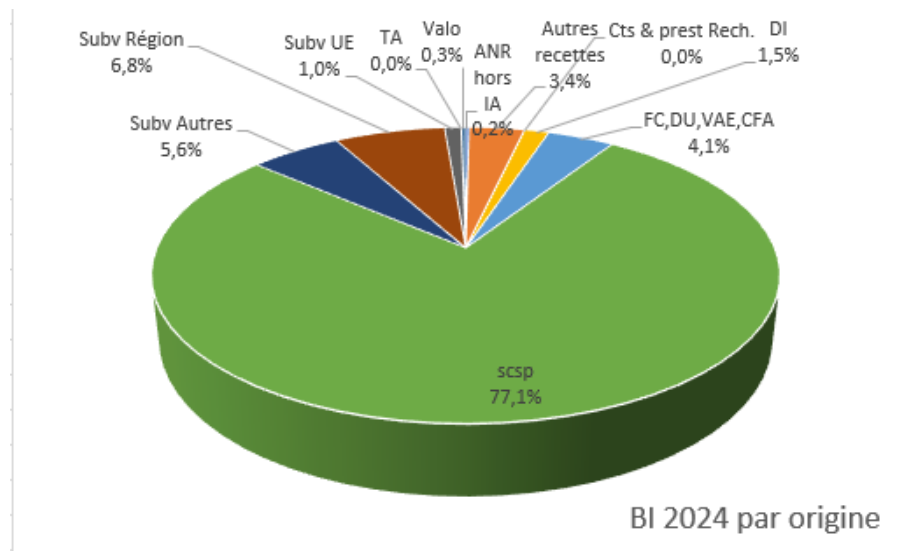
#### Répartition des recettes par typologie et par origine : Cf analyse point §1.2.1 supra

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Budget	Recettes de l'organisme								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	87 664 018	0	0	0	0	0	0	0	87 664 018
Droits d'inscription	0	0	0	0	1 700 441	0	0	0	1 700 441
Formation continue, diplômes propres et VAE	0	0	0	0	4 663 620	0	0	0	4 663 620
Taxe d'apprentissage	0	0	0	0	36 000	0	0	0	36 000
Contrats et prestations de recherche hors ANR	0	0	0	0	0	0	0	15 080	15 080
Valorisation	0	0	0	0	292 507	0	0	0	292 507
ANR investissements d'avenir	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ANR hors investissements d'avenir	0	0	0	6 544	0	0	234 687	0	241 231
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	0	0	0	81 295	0	0	7 654 290	0	7 735 585
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	0	0	0	0	0	0	1 144 559	0	1 144 559
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	0	267 763	0	4 422 028	0	631 000	1 065 515	0	6 386 317
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres recettes	0	0	985 257	40 000	2 795 394	0	0	0	3 860 901
<b>Total</b>	<b>87 664 018</b>	<b>267 763</b>	<b>985 257</b>	<b>4 549 877</b>	<b>9 488 962</b>	<b>631 000</b>	<b>10 099 052</b>	<b>62 330</b>	<b>113 748 259</b>

On notera la part prépondérante de la subvention pour charges de service public par rapport aux autres

ressources de l'établissement, ce qui fragilise d'autant plus l'équilibre financier et contraint fortement les dépenses dont celle de la masse salariale mais aussi celle de l'enveloppe de fonctionnement.



### 3. 2. Equilibre financier

Le tableau relatif à l'équilibre financier est l'outil d'appréciation de l'équilibre du budget soumis au vote du conseil d'administration.

Il reprend, en entrée, le solde budgétaire et agrège les opérations qui font l'objet d'un traitement en comptabilité générale et qui n'apparaissent pas en opérations budgétaires. Il s'agit, principalement du traitement de la TVA qui génère structurellement un crédit, dans la mesure où la TVA collectée est toujours inférieure à la TVA déduite (-1,1M€)

Ce tableau détermine la variation de trésorerie, qui consiste en une baisse prévisionnelle de **2,3M€** à l'issue de l'exercice, décomposée en un abondement de 5,3M€ de la trésorerie fléchée et un prélèvement de 7,6M€ sur la trésorerie non fléchée. Cette baisse de trésorerie s'explique essentiellement par le solde budgétaire négatif (-1,2M€), dont les causes sont expliquées au § 1.2.3 supra.



### 3. 2. 1. Tableau 4- Equilibre financier

BESOINS		FINANCEMENTS	
Montants Budget initial N BI 2024 Proposition au CA du 15/12/2023		Montants Budget initial N BI 2024 Proposition au CA du 15/12/2023	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	1 193 083	0	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
dont solde budgétaire budget principal	1 193 083		dont solde budgétaire budget principal
dont solde budgétaire budget annexe			dont solde budgétaire budget annexe
dont solde budgétaire budget du SAIC			dont solde budgétaire budget du SAIC
dont solde budgétaire FU			dont solde budgétaire FU
dont solde budgétaire BAI			dont solde budgétaire BAI
dont solde budgétaire SIE			dont solde budgétaire SIE
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)			Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	1 118 210	848 200	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)	1 037 259	229 231	Autres encaissements non budgétaires (e2)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)</b>	<b>3 348 552</b>	<b>1 077 431</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2) - (1)</b>	<b>0</b>	<b>2 271 121</b>	<b>PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)</b>
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	5 331 796		dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	0	7 602 917	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
<b>TOTAL DES BESOINS (1) + (I)</b>	<b>3 348 552</b>	<b>3 348 552</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)</b>

L'abondement de la trésorerie fléchée est essentiellement dû au versement des avances du CPER des projets pôle archéologie et MSHBx (+4,65M€), INFRANUM et ELLA (362K€), du solde du projet FEDER REACT-EU (712K€), du projet CLEFF (+1,5M€), ainsi que le versement relatif au GER de l'opération campus (+447K€).

Le prélèvement sur la trésorerie non fléchée est consécutif à la non compensation des mesures salariales du rendez vous du 12 juin 2023 et de l'impact du GVT (+1,6M€), des décalages entre encaissement et décaissement sur les actions spécifiques, DSG projets, projets du pré-comp, décalage de la programmation CVEC (+900K€), ainsi que des investissements financés sur le FDR (+3M€).

### 3. 2. 2. Tableau 5- Opérations pour compte de tiers

L'écart négatif de -1,1M€ entre encaissement et décaissement s'explique par :

- Les bourses de mobilité et ERASMUS + (-270K€)
- La balance prévisionnelle entre TVA collectée et TVA déduite : -808K€

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	N° compte	Libellé du regroupement d'opérations	Débit (c1)		Crédit (c2)	
			Encaissements		Décaissements	
TVA	445	OPCT pour tous les flux de trésorerie de TVA		229 231		1 037 259
Bourses AMI	46711	Aides à la mobilité internationale - AMI		345 600		300 000
Bourses UFA	46715	Bourse Université Franco-Allemande - HAMBOURG		21 000		21 000
Bourses Erasmus 2022	46716	N° 2022-1-FR01-KA171-HED-000078307		0		232 210
Bourses Erasmus 2023 - KA131	46718	N° 2023-1-FR01-KA131-HED-000133099		0		237 000
Bourses Erasmus 2023 - KA171	467	N° 2023-1-FR01-KA171-HED-0 00142238				140 000
Bourses Erasmus 2024 - KA131	467	Nouveau contrat 2024-2026 - KA131		333 600		180 000
Bourses Erasmus 2024 - KA171	467	Nouveau contrat 2024-2026 - KA171		140 000		
Retraite additionnelle de la Fonction Publique	46761	Reversement de la RAFP (part salariale) par le personnel		8 000		8 000
<b>TOTAL</b>				<b>1 077 431</b>		<b>2 155 469</b>

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

### 3. 3. Analyse de la soutenabilité

#### 3. 3. 1. Tableau 6- Situation patrimoniale

La situation patrimoniale présente les données financières en droits constatés, c'est-à-dire au moment du fait générateur qui permet de constater un droit (dette ou créance) : titres de recettes et services faits, dans les règles du bon rattachement à l'exercice concerné.

Elle comprend de même les charges calculées : amortissements et provisions, ainsi que la quote-part des subventions d'investissement.

Le BI 2024 prévoit un résultat d'exploitation en perte pour un montant de **4,1M€**.

Le différentiel des écritures calculées (dotation aux amortissements - reprises sur subvention) s'élève à **1,42M€**. La dynamique d'évolution des recettes ne permet pas de couvrir cet écart de manière à assurer le renouvellement des biens d'équipement.

Par ailleurs, les incertitudes relatives au calendrier des avances et des soldes liés aux contrats de recherche et d'enseignement rendent cette prévision très incertaine.

Ces avances figurent dans les encaissements de la comptabilité budgétaire (RE) et mais elles ne sont pas prises en compte dans les produits affichés au compte de résultat prévisionnel. Elles sont en "compte d'attente", et ne seront enregistrées dans les produits que lorsque les dépenses (qui, elles, impactent, le compte de résultat chaque année) relatives à ces contrats auront été justifiées et acceptées par les financeurs et que le droit sera réputé acquis. Elles sont évaluées à 896K€.

Le calcul de la capacité d'autofinancement (CAF) évalue la capacité de l'établissement à assurer le renouvellement de ses biens et s'inscrit comme une ressource de la section d'investissement. Or, on constate au budget initial 2024, une insuffisance d'autofinancement (IAF) de **-2,7M€** résultant de l'activité d'exploitation déficitaire, et qui pèse comme une dépense supplémentaire sur le tableau de financement de l'investissement.

Les ressources prévisionnelles de l'établissement (4,5 M€) ne permettent pas le financement des besoins en investissement (7,9M€), auquel vient s'ajouter le poids de l'IAF.

Le recours au fonds de roulement s'établit donc à **6,1M€**.

Le niveau prévisionnel du fonds de roulement se situe à 8,33M€ en fin d'année 2024 et représente 28 jours de charges décaissables pour un seuil prudentiel établi à 15 jours.

Les indicateurs financiers du BI 2024 ont été calculés sur la base des indicateurs financiers prévisionnels du BR2-2023. Ils seront mis à jour lors du compte financier 2023.

Selon ces deux indicateurs, un résultat négatif constitue une alerte mais, adossé à une érosion de la CAF qui a pour conséquence de limiter la capacité d'investir et/ou une diminution du fonds de roulement, cela doit amener l'établissement à être vigilant sur les engagements qu'il prend sur le long terme notamment en termes de cofinancement d'opérations.

#### 3. 3. 2. Tableau 7 - Plan de trésorerie

Cf § 1.3.1.1 supra



### 3. 3. 3. Tableau 8- Opérations liées aux recettes fléchées

Les opérations liées aux recettes fléchées correspondent en 2024 aux contrats de recherche soumis à justification de dépenses auprès des financeurs, aux opérations de travaux en cours, ainsi qu'aux contrats d'enseignement.

Les recettes fléchées génèrent un abondement de trésorerie à hauteur de **+5,33M€**

	Antérieures à 2024 non dénouées	2024	2025	2026	2027 et suivantes	TOTAL
<b>Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)</b>	<b>-4 216 547</b>	<b>-7 740 989</b>	<b>-2 409 192</b>	<b>-1 075 941</b>	<b>-3 948 313</b>	
<b>Recettes fléchées (b)</b>	<b>38 647 090</b>	<b>10 792 382</b>	<b>4 567 147</b>	<b>4 354 143</b>	<b>26 110 243</b>	<b>80 254 457</b>
Financements de l'État fléchés	6 935 368	631 000	1 501 000	2 933 000	1 560 000	13 560 368
Autres financements publics fléchés	30 794 321	10 099 052	3 036 147	1 406 143	24 550 243	69 885 905
Recettes propres fléchées	917 401	62 330	30 000	15 000	0	1 024 731
<b>Dépenses sur recettes fléchées CP (c)</b>	<b>42 171 532</b>	<b>5 460 586</b>	<b>3 233 895</b>	<b>7 226 514</b>	<b>11 476 838</b>	<b>69 569 365</b>
Personnel						
AE=CP	12 279 967	1 119 795	595 841	211 605	291 867	14 499 075
Fonctionnement						
AE	12 527 683	1 709 151	457 892	124 409	176 971	14 996 107
CP	12 479 402	1 723 828	457 892	124 409	176 971	14 962 503
Intervention						
AE						0
CP						0
Investissement						
AE	17 614 960	21 060 963	851 162	185 500	550 000	40 262 585
CP	17 412 163	2 616 963	2 180 162	6 890 500	11 008 000	40 107 788
<b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)</b>	<b>-3 524 442</b>	<b>5 331 796</b>	<b>1 333 251</b>	<b>-2 872 372</b>	<b>14 633 405</b>	<b>10 685 092</b>

### 3. 3. 4. Tableau 9- Opérations pluriannuelles (OPPA)

Le tableau des opérations pluriannuelles comprend le suivi des opérations immobilières ainsi que les opérations de recherche et d'enseignement. Cette modélisation vise des opérations significatives d'un point de vue financier et qui ont vocation à s'exécuter de manière non simultanée en recettes et en dépenses. Ce suivi permet d'expliquer les impacts sur le solde budgétaire (+/-) et également sur l'équilibre financier global de l'établissement.

#### Dépenses :

Opérations	Montant net par opération	Autorisations d'engagement				Crédits de paiement					
		(2)	(3)	(5)	(7)	(8)	(10)	(11)	(14)	(16)	
		AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N	AE ouvertes en année N	Total des AE ouvertes en N	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL CP ouverts en N
Total Contrat de recherche	11 014 217	7 305 046	6 190 230	0	3 252 997	3 252 997	7 606 982	6 173 222	0	3 270 006	3 270 006
Total Contrat d'enseignement	4 490 404	2 870 791	2 114 464	0	1 002 081	1 002 081	2 911 531	2 104 464	0	948 081	948 081
Total Contrat d'investissement	40 050 588	19 630 370	17 413 170	0	20 662 243	20 662 243	20 995 152	17 344 191	0	2 124 243	2 124 243
<b>Total général</b>	<b>55 555 209</b>	<b>29 806 207</b>	<b>25 717 864</b>	<b>0</b>	<b>24 917 322</b>	<b>24 917 322</b>	<b>31 513 665</b>	<b>25 621 877</b>	<b>0</b>	<b>6 342 330</b>	<b>6 342 330</b>

Restes	
(12)-(1)-(3)-(6)	(13)-(3)+(6)-(8)-(11)
Restes à engager en fin d'année N (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année N (CP)
1 570 990	0
1 373 858	64 000
1 975 176	18 606 979
4 920 023	18 670 979

## Recettes :

Opérations				Montant de l'Opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
Nature Opérations	Fléchée(O/N)	Opérations	Libellé Opération			Montant	Encaissements au titres des années antérieures	Encaissements pour l'année N	Restes à encaisser
				(1)	(14)	(15)-(1)-(14)	(16)	(17)	(18)-(15)-(16)-(17)
Total Contrat de recherche				12 634 275,53	1 137 437,01	11 496 838,52	6 434 022,12	1 921 091,22	3 141 725,18
Total Contrat d'enseignement				7 696 809	3 737 900	3 958 909	2 096 940	532 511	1 329 458
Total Contrat d'investissement				57 063 327	6 306 508	50 756 819,00	11 708 198	8 434 932	30 613 689
Total général				77 394 411	11 181 845	66 212 566	20 239 160	10 888 534	35 084 872

### 3. 3. 5. Tableau 10-Détail OPPA et programmation-prévisions AE/CP

Le tableau étant trop volumineux compte tenu du nombre d'opérations, la note renvoie au tableau détaillé communiqué aux membres du CA et aux autorités de tutelle.

\*\*\*Fin du document\*\*\*

## Tableau 1 Autorisation d'emplois

### POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BUDGET INITIAL 2024

			(A)	(B)	(C) = (A) + (B)
			<b>Emplois sous plafond Etat</b>	<b>Emplois financés hors SCSP</b>	<b>Global</b>
			En ETPT	En ETPT	
Catégories d'emplois	Nature des emplois				
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	430,0 (1)		430,0
		CDI	11,4	-	11,4
	Non permanents	CDD	167,5	25,9	193,4
<b>S/total EC</b>			<b>608,9</b>	<b>25,9</b>	<b>634,8</b>
<b>Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS</b>					-
BIATOSS	Permanents	Titulaires	315,5 (2)		315,5
		CDI	38,6	39,7	78,3
	Non permanents	CDD	-	149,5	149,5
<b>S/total Biatoss</b>			<b>354,1</b>	<b>189,1</b>	<b>543,2</b>
<b>Totaux</b>			<b>963,0 (3)</b>	<b>215,0</b>	<b>1 178,0</b>
<b>Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat</b>			<b>998,0 (5)</b>		<b>Plafond global des emplois voté par le CA</b>

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les règles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (4))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (3)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (5)



## Tableau 2 Autorisations budgétaires

Date exécutoire	01/01/2024
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

### POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES							RECETTES			
	Montants Budget N-1 (dernier voté) BR1		Montants prévision d'exécution N-1 BR2		Montants Budget initial N BI 2024					
	Soumis au CA du 13/07/23		Proposition au CA du 15/12/2023		Proposition au CA du 15/12/2023					
	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
<b>Personnel</b>	85 663 950	85 663 950	85 782 523	85 782 523	88 747 907	88 747 907	100 701 381	98 623 770	102 955 877	<b>Recettes globalisées</b>
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	23 291 055	23 291 055	23 291 055	23 291 055	23 813 759	23 813 759	86 219 683	86 936 668	87 664 018	Subvention pour charges de service public
							334 364	130 364	267 763	Autres financements de l'Etat
							936 420	1 100 793	985 257	Fiscalité affectée
<b>Fonctionnement</b>	18 381 551	18 271 603	16 963 802	16 825 697	18 190 725	18 290 336	3 759 408	1 285 387	4 549 877	Autres financements publics
							9 451 506	9 170 559	9 488 962	Recettes propres
<b>Intervention (à partir de 2024)</b>										
<b>Investissement</b>	5 023 145	11 891 614	3 335 135	10 152 794	26 476 098	7 903 098	8 956 562	7 085 345	10 792 382	<b>Recettes fléchées*</b>
							1 152 057	1 156 307	631 000	Financements de l'Etat fléchés
							7 648 889	5 788 112	10 099 052	Autres financements publics fléchés
							155 616	140 926	62 330	Recettes propres fléchées
<b>TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)</b>	109 068 647	115 827 168	106 081 459	112 761 013	133 414 730	114 941 341	109 657 943	105 709 115	113 748 259	<b>TOTAL DES RECETTES (C)</b>
<b>SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)</b>	0		0		0		6 169 225	7 051 898	1 193 083	<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)</b>

(\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"



**Tableau 3**  
**Dépenses par destination et recettes par origine**

BI	<b>2024</b>
Date exécutoire	01/01/2024
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme									
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Intervention (à partir de 2024)		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Formation initiale et continue</b>	38 082 965	38 082 965	2 451 608	2 463 060			1 488 428	1 488 428	42 023 000	42 034 452
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	30 721 887	30 721 887	1 712 776	1 724 228			1 382 960	1 382 960	33 817 623	33 829 075
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	7 005 801	7 005 801	621 332	621 332			105 468	105 468	7 732 601	7 732 601
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	355 277	355 277	117 500	117 500			0	0	472 777	472 777
D105 - Bibliothèques et documentation	3 860 115	3 860 115	864 618	864 618			200 000	200 000	4 924 733	4 924 733
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	0	0	0	0			0	0	0	0
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	0	0	0	0			0	0	0	0
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	0	0	0	0			0	0	0	0
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	0	0	0	0			0	0	0	0
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	0	0	0	0			0	0	0	0
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	27 418 760	27 418 760	3 171 820	3 188 828			1 194 943	1 194 943	31 785 522	31 802 531
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	125 280	125 280	0	0			0	0	125 280	125 280
D113 - Diffusion des savoirs et musées	807 649	807 649	188 948	188 948			0	0	996 597	996 597
D114 - Immobilier	2 429 610	2 429 610	5 096 606	5 096 606			21 421 723	2 848 723	28 947 939	10 374 939
D115 - Pilotage et support	14 604 631	14 604 631	5 458 578	5 529 728			2 157 004	2 157 004	22 220 213	22 291 363
<b>Étudiants</b>	1 418 897	1 418 897	958 548	958 548			14 000	14 000	2 391 445	2 391 445
D201 - Aides directes aux étudiants	0	0	91 000	91 000			0	0	91 000	91 000
D202 - Aides indirectes	163 752	163 752	100 607	100 607			9 000	9 000	273 358	273 358
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	1 255 146	1 255 146	766 941	766 941			5 000	5 000	2 027 087	2 027 087
<b>Total</b>	88 747 907	88 747 907	18 190 725	18 290 336	0	0	26 476 098	7 903 098	133 414 730	114 941 341

(A) (B)  
**SOLDE BUDGETAIRE (excédent) 0**

(D1=C-B)

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Budget	Recettes de l'organisme								Total
	Recettes globalisées				Recettes fléchées				
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	87 664 018	0	0	0	0	0	0	0	87 664 018
Droits d'inscription	0	0	0	0	1 700 441	0	0	0	1 700 441
Formation continue, diplômes propres et VAE	0	0	0	0	4 663 620	0	0	0	4 663 620
Taxe d'apprentissage	0	0	0	0	36 000	0	0	0	36 000
Contrats et prestations de recherche hors ANR	0	0	0	0	0	0	0	15 080	15 080
Valorisation	0	0	0	0	292 507	0	0	0	292 507
ANR investissements d'avenir	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ANR hors investissements d'avenir	0	0	0	6 544	0	0	234 687	0	241 231
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	0	0	0	81 295	0	0	7 654 290	0	7 735 585
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	0	0	0	0	0	0	1 144 559	0	1 144 559
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	0	267 763	0	4 422 039	0	631 000	1 065 515	0	6 386 317
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres recettes	0	0	985 257	40 000	2 796 394	0	0	47 250	3 868 901
<b>Total</b>	87 664 018	267 763	985 257	4 549 877	9 488 962	631 000	10 099 052	62 330	113 748 259

La liste des destination est susceptible d'être modifiée par le ministre chargé de l'enseignement supérieur

(C)  
**SOLDE BUDGETAIRE (déficit) 1 193 083**

(D2=B-C)



**Tableau 4**  
**Equilibre financier**

Budget	<b>Budget Initial</b>
Date exécutoire	<b>01/01/2024</b>
Date du CA ayant voté le dernier BR ou le BI si pas de BR voté	<b>13/07/2023</b>
Etablissement	<b>Université Bordeaux Montaigne</b>
Niveau d'agrégation	<b>Agrégé</b>

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

BESOINS			
	Montants Budget N-1 (dernier voté) BR1 Soumis au CA du 13/07/23	Montants prévision d'exécution N-1 BR2 Proposition au CA du 15/12/2023	Montants Budget initial N BI 2024 Proposition au CA du 15/12/2023
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	6 169 225	7 051 898	1 193 083
dont solde budgétaire budget principal	6 169 225	7 051 898	1 193 083
dont solde budgétaire budget annexe			
dont solde budgétaire budget du SAIC			
dont solde budgétaire FU			
dont solde budgétaire BAI			
dont solde budgétaire SIE			
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	5 100	3 150	
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	1 026 404	831 253	1 118 210
Autres décaissements non budgétaires (e1)	1 311 692	1 068 862	1 037 259
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)</b>	<b>8 512 421</b>	<b>8 955 163</b>	<b>3 348 552</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***			5 331 796
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	0	0	0
<b>TOTAL DES BESOINS (1) + (I)</b>	<b>8 512 421</b>	<b>8 955 163</b>	<b>3 348 552</b>

FINANCEMENTS			
	Montants Budget N-1 (dernier voté) BR1 Soumis au CA du 13/07/23	Montants prévision d'exécution N-1 BR2 Proposition au CA du 15/12/2023	Montants Budget initial N BI 2024 Proposition au CA du 15/12/2023
Solde budgétaire (excédent) (D1)*	0	0	0
dont solde budgétaire budget principal			
dont solde budgétaire budget annexe			
dont solde budgétaire budget du SAIC			
dont solde budgétaire FU			
dont solde budgétaire BAI			
dont solde budgétaire SIE			
Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)	5 569	3 803	
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**	826 607	1 058 709	848 200
Autres encaissements non budgétaires (e2)	616 913	675 795	229 231
<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)</b>	<b>1 449 089</b>	<b>1 738 307</b>	<b>1 077 431</b>
<b>PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)</b>	<b>7 063 332</b>	<b>7 216 856</b>	<b>2 271 121</b>
dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***	1 935 484	2 558 400	
dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)	5 127 849	4 658 456	7 602 917
<b>TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)</b>	<b>8 512 421</b>	<b>8 955 163</b>	<b>3 348 552</b>

(\*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(\*\*) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(\*\*\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"



## Tableau 5 Opérations pour compte de tiers

Budget - BI	<b>2024</b>
Date exécutoire	<b>01/01/2024</b>
Etablissement	<b>Université Bordeaux Montaigne</b>
Niveau d'agrégation	<b>Agrégé</b>

### POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	N° compte	Libellé du regroupement d'opérations	Débit (c1) Encaissements	Crédit (c2) Décaissements
TVA	445	OPCT pour tous les flux de trésorerie de TVA	229 231	1 037 259
Bourses AMI	46711	Aides à la mobilité internationale - AMI	345 600	300 000
Bourses UFA	46715	Bourse Université Franco-Allemande - HAMBOURG	21 000	21 000
Bourses Erasmus 2022	46716	N° 2022-1-FR01-KA171-HED-000078307	0	232 210
Bourses Erasmus 2023 - KA131	46718	N° 2023-1-FR01-KA131-HED-000133099	0	237 000
Bourses Erasmus 2023 - KA171	467	N° 2023-1-FR01-KA171-HED-0 00142238	0	140 000
Bourses Erasmus 2024 - KA131	467	Nouveau contrat 2024-2026 - KA131	333 600	180 000
Bourses Erasmus 2024 - KA171	467	Nouveau contrat 2024-2026 - KA171	140 000	0
Retraite additionnelle de la Fonction Publique	46761	Reversement de la RAFP (part salariale) par le personnel	8 000	8 000
<b>TOTAL</b>			<b>1 077 431</b>	<b>2 155 469</b>

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

## Tableau 6 Situation patrimoniale

Budget	<b>Budget Initial</b>
Date exécutoire	<b>01/01/2024</b>
Date du CA ayant voté le dernier BR ou le BI si pas de BR voté	<b>13/07/2023</b>
Etablissement	<b>Université Bordeaux Montaigne</b>
Niveau d'agrégation	<b>Agrégé</b>
Nature du budget (BP, BA)	<b>Budget Principal (BP)</b>

### POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

#### Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants Budget N-1 (dernier voté) BR1	Montants prévision d'exécution N-1 BR2	Montants Budget initial N BI 2024	PRODUITS	Montants Budget N-1 (dernier voté) BR1	Montants prévision d'exécution N-1	Montants Budget initial N
	Soumis au CA du 13/07/23	Proposition au CA du 15/12/2023	Proposition au CA du 15/12/2023		Soumis au CA du 13/07/23	Proposition au CA du 15/12/2023	Proposition au CA du 15/12/2023
Personnel	84 632 950	84 751 523	87 668 719	Subventions de l'Etat	86 559 905	87 072 890	87 968 791
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	23 291 055	23 291 055	23 813 759	Fiscalité affectée	936 420	1 100 793	985 257
Fonctionnement autre que les charges de personnel	26 489 053	25 010 314	26 523 141	Autres subventions	6 063 078	3 296 652	5 877 586
Intervention (le cas échéant)				Autres produits	14 881 613	14 984 233	15 259 273
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>111 122 004</b>	<b>109 761 836</b>	<b>114 191 861</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>108 441 016</b>	<b>106 454 567</b>	<b>110 090 907</b>
<b>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</b>	<b>2 680 988</b>	<b>3 307 269</b>	<b>4 100 954</b>
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>111 122 004</b>	<b>109 761 836</b>	<b>114 191 861</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>111 122 004</b>	<b>109 761 836</b>	<b>114 191 861</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

#### Calcul de la capacité d'autofinancement

	Montants Budget N-1 (dernier voté) BR1	Montants prévision d'exécution N-1 BR2	Montants Budget initial N BI 2024
	Soumis au CA du 13/07/23	Proposition au CA du 15/12/2023	Proposition au CA du 15/12/2023
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	<b>-2 680 988</b>	<b>-3 307 269</b>	<b>-4 100 954</b>
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	6 263 075	6 215 017	6 215 017
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-2 534 020	-2 534 020	-2 534 020
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0	0	0
- produits de cession d'éléments d'actifs	0	0	0
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	-2 155 365	-2 255 441	-2 255 441
<b>= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)</b>	<b>-1 107 298</b>	<b>-1 881 713</b>	<b>-2 675 398</b>

#### Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants Budget N-1 (dernier voté) BR1	Montants prévision d'exécution N-1 BR2	Montants Budget initial N BI 2024	RESSOURCES	Montants Budget N-1 (dernier voté) BR1	Montants prévision d'exécution N-1 BR2	Montants Budget initial N BI 2024
	Soumis au CA du 13/07/23	Proposition au CA du 15/12/2023	Proposition au CA du 15/12/2023		Soumis au CA du 13/07/23	Proposition au CA du 15/12/2023	Proposition au CA du 15/12/2023
Insuffisance d'autofinancement	1 107 298	1 881 713	2 675 398	Capacité d'autofinancement	0	0	0
Investissements	11 891 614	10 152 794	7 903 098	Financement de l'actif par l'Etat	1 380 759	1 587 831	461 000
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	6 096 033	5 448 960	4 025 054
				Autres ressources	268 500	1 500	
Remboursement des dettes financières				Augmentation des dettes financières			
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>12 998 912</b>	<b>12 034 507</b>	<b>10 578 495</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>7 745 293</b>	<b>7 038 291</b>	<b>4 486 054</b>
<b>Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)</b>	<b>5 253 619</b>	<b>4 996 215</b>	<b>6 092 441</b>

### POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

#### Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Montants Budget N-1 (dernier voté) BR1	Montants prévision d'exécution N-1 BR2	Montants Budget initial N BI 2024
	Soumis au CA du 13/07/23	Proposition au CA du 15/12/2023	Proposition au CA du 15/12/2023
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	-5 253 619	-4 996 215	-6 092 441
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	1 809 713	2 220 641	-3 821 320
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	-7 063 332	-7 216 856	-2 271 121
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	14 166 622	14 424 026	8 331 585
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-2 257 040	-1 846 112	-5 667 432
Niveau final de la TRESORERIE	16 423 662	16 270 138	13 999 017



## Tableau 7 Plan de trésorerie

Budget - BI	<b>2024</b>
Date exécutoire	<b>01/01/2024</b>
Etablissement	<b>Université Bordeaux Montaigne</b>
Niveau d'agrégation	<b>Agrégé</b>
Nature du budget (BP, BA)	<b>Budget Principal (BP)</b>

### POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
<b>(1) SOLDE INITIAL (début de mois)</b>	<b>16 270 138</b>	<b>29 751 488</b>	<b>23 272 572</b>	<b>17 561 031</b>	<b>31 485 712</b>	<b>22 687 780</b>	<b>14 321 245</b>	<b>36 751 398</b>	<b>22 403 968</b>	<b>16 623 749</b>	<b>31 479 302</b>	<b>29 065 635</b>	<b>291 674 017</b>
<b>ENCAISSEMENTS</b>													
<i>Recettes budgétaires globalisées</i>	21 916 004	662 763	700 000	22 408 504	571 500	1 271 500	23 418 504	980 000	1 837 757	23 917 506	1 152 877	4 118 962	102 955 877
Subvention pour charges de service public	21 916 004	0	0	21 916 004	0	0	21 916 004	0	0	21 916 006	0	0	87 664 018
Autres financements de l'Etat	0	252 763	0	2 500	1 500	1 500	2 500	0	2 500	0	3 000	0	267 763
Fiscalité affectée	0	0	0	0	0	600 000	0	0	385 257	0	0	0	985 257
Autres financements publics	0	10 000	20 000	40 000	100 000	40 000	100 000	30 000	50 000	500 000	199 877	3 460 000	4 549 877
Recettes propres	0	400 000	680 000	450 000	470 000	630 000	1 400 000	950 000	1 400 000	1 500 000	950 000	658 962	9 488 962
<i>Recettes budgétaires fléchées</i>	0	2 045 000	2 690 000	500 000	275 000	350 000	1 185 080	50 250	646 000	652 000	1 200 000	1 199 052	10 792 382
Financements de l'Etat fléchés	0	0	190 000	0	25 000	0	320 000	0	96 000	0	0	0	631 000
Autres financements publics fléchés	0	2 000 000	2 500 000	500 000	250 000	350 000	850 000	50 000	550 000	650 000	1 200 000	1 199 052	10 099 052
Recettes propres fléchées	0	45 000	0	0	0	0	15 080	250	0	2 000	0	0	62 330
<i>Opérations non budgétaires</i>	21 300	11 480	120 300	11 100	11 580	20 420	35 262	23 606	276 320	509 948	23 600	16 115	1 081 031
Emprunts : encaissements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts : encaissement en capital	300	300	300	300	300	300	300	300	300	300	300	300	3 600
Dépôts et cautionnements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations gérées en comptes de tiers :	21 000	11 180	120 000	10 800	11 280	20 120	34 962	23 306	276 020	509 648	23 300	15 815	1 077 431
- TVA encaissée	0	10 680	16 320	10 800	11 280	15 120	33 962	22 806	33 600	36 048	22 800	15 815	229 231
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	21 000	500	103 680	0	0	5 000	1 000	500	242 420	473 600	500	0	848 200
- Autres encaissements d'opérations non budgétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>A. TOTAL</b>	<b>21 937 304</b>	<b>2 719 243</b>	<b>3 510 300</b>	<b>22 919 604</b>	<b>858 080</b>	<b>1 641 920</b>	<b>24 638 846</b>	<b>1 053 856</b>	<b>2 760 077</b>	<b>25 079 454</b>	<b>2 376 477</b>	<b>5 334 129</b>	<b>114 829 290</b>
<b>DECAISSEMENTS</b>													
<i>Dépenses liées à des recettes globalisées</i>	8 099 199	8 699 944	8 657 280	8 567 806	9 150 758	9 197 513	8 869 496	7 792 268	8 152 147	9 452 729	11 057 038	11 784 578	109 480 756
Personnel	7 499 199	7 149 944	7 007 280	7 117 806	7 200 758	7 197 513	7 519 496	7 352 268	6 922 147	7 882 729	7 457 038	7 321 935	87 628 113
Fonctionnement	500 000	1 200 000	1 100 000	1 000 000	1 500 000	1 000 000	950 000	250 000	850 000	1 300 000	3 150 000	3 766 508	16 566 508
Intervention	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	100 000	350 000	550 000	450 000	450 000	1 000 000	400 000	190 000	380 000	270 000	450 000	696 135	5 286 135
<i>Dépenses liées à des recettes fléchées</i>	275 832	306 369	374 546	300 958	222 018	691 977	436 091	238 954	228 458	345 733	685 293	1 354 357	5 480 586
Personnel	95 832	91 369	89 546	90 958	92 018	91 977	96 091	93 954	88 458	100 733	95 293	93 567	1 119 795
Fonctionnement	30 000	85 000	105 000	60 000	80 000	150 000	140 000	50 000	70 000	95 000	340 000	518 828	1 723 828
Intervention	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	150 000	130 000	180 000	150 000	50 000	450 000	200 000	95 000	70 000	150 000	250 000	741 963	2 616 963
<i>Opérations non budgétaires</i>	80 923	191 847	190 016	126 158	283 236	118 965	-7 096 894	7 370 064	159 691	424 838	-6 952 187	7 261 811	2 159 069
Emprunts : remboursements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts : décaissements en capital	600	0	600	0	600	600	600	0	0	600	0	0	3 600
Dépôts et cautionnements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations gérées en comptes de tiers :	80 323	191 847	189 416	126 158	282 636	118 365	-7 097 494	7 370 064	159 691	424 838	-6 952 187	7 261 811	2 155 469
- TVA décaissée	30 888	69 894	76 626	65 736	82 368	102 960	66 924	23 166	54 252	71 874	165 924	226 647	1 037 259
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	30 000	80 000	100 000	80 000	70 000	30 000	80 000	10 000	50 000	200 000	270 000	118 210	1 118 210
- Autres décaissements d'opérations non budgétaires	19 435	41 953	12 790	-19 578	130 268	-14 595	-7 244 418	7 336 898	55 439	152 964	-7 388 111	6 916 954	0
<b>B. TOTAL</b>	<b>8 455 954</b>	<b>9 198 160</b>	<b>9 221 841</b>	<b>8 994 923</b>	<b>9 656 012</b>	<b>10 008 455</b>	<b>2 208 693</b>	<b>15 401 286</b>	<b>8 540 296</b>	<b>10 223 900</b>	<b>4 790 145</b>	<b>20 400 748</b>	<b>117 100 410</b>
<b>(2) SOLDE DU MOIS = A - B</b>	<b>13 481 350</b>	<b>-6 478 917</b>	<b>-5 711 541</b>	<b>13 924 681</b>	<b>-8 797 932</b>	<b>-8 366 535</b>	<b>22 430 153</b>	<b>-14 347 430</b>	<b>-5 780 219</b>	<b>14 855 554</b>	<b>-2 413 667</b>	<b>-15 066 618</b>	<b>-2 271 121</b>
<b>SOLDE CUMULE (1) + (2)</b>	<b>29 751 488</b>	<b>23 272 572</b>	<b>17 561 031</b>	<b>31 485 712</b>	<b>22 687 780</b>	<b>14 321 245</b>	<b>36 751 398</b>	<b>22 403 968</b>	<b>16 623 749</b>	<b>31 479 302</b>	<b>29 065 635</b>	<b>13 999 017</b>	
dont niveau de la trésorerie fléchée	-275 832	1 738 631	2 315 454	199 042	52 982	-341 977	748 989	-188 704	617 542	306 267	514 707	-155 306	5 331 796
dont niveau de la trésorerie non fléchée	13 757 182	-8 217 548	-8 026 995	13 725 639	-8 850 914	-8 024 558	21 681 164	-14 158 726	-6 197 761	14 549 287	-2 928 374	-14 911 312	-7 602 917
													<b>-2 271 121</b>

## Tableau 8 Opérations liées aux recettes fléchées

Budget - BI	2024
Date exécutoire	01/01/2024
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

### POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à 2024 non dénouées	2024	2025	2026	2027 et suivantes	TOTAL
<b>Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)</b>	-4 216 547	-7 740 989	-2 409 192	-1 075 941	-3 948 313	
<b>Recettes fléchées (b)</b>	<b>38 647 090</b>	<b>10 792 382</b>	<b>4 567 147</b>	<b>4 354 143</b>	<b>26 110 243</b>	<b>80 254 457</b>
Financements de l'État fléchés	6 935 368	631 000	1 501 000	2 933 000	1 560 000	13 560 368
Autres financements publics fléchés	30 794 321	10 099 052	3 036 147	1 406 143	24 550 243	69 885 905
Recettes propres fléchées	917 401	62 330	30 000	15 000	0	1 024 731
<b>Dépenses sur recettes fléchées CP (c)</b>	<b>42 171 532</b>	<b>5 460 586</b>	<b>3 233 895</b>	<b>7 226 514</b>	<b>11 476 838</b>	<b>69 569 365</b>
Personnel						
AE=CP	12 279 967	1 119 795	595 841	211 605	291 867	14 499 075
Fonctionnement						
AE	12 527 683	1 709 151	457 892	124 409	176 971	14 996 107
CP	12 479 402	1 723 828	457 892	124 409	176 971	14 962 503
Intervention						
AE						0
CP						0
Investissement						
AE	17 614 960	21 060 963	851 162	185 500	550 000	40 262 585
CP	17 412 163	2 616 963	2 180 162	6 890 500	11 008 000	40 107 788
<b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)</b>	<b>-3 524 442</b>	<b>5 331 796</b>	<b>1 333 251</b>	<b>-2 872 372</b>	<b>14 633 405</b>	<b>10 685 092</b>

*Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)*

*Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.*

<b>Autofinancement des opérations fléchées (d)</b>						<b>0</b>
<b>Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e)</b>						<b>0</b>
<b>Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e)</b>	-7 740 989	-2 409 192	-1 075 941	-3 948 313	10 685 092	10 685 092

## Tableau 9 Tableau des opérations pluriannuelles

Budget - BI	<b>2024</b>
Date exécutoire	<b>01/01/2024</b>
Etablissement	<b>Université Bordeaux Montaigne</b>
Niveau d'agrégation	<b>Agrégé</b>
Nature du budget (BP, BA)	<b>Budget Principal (BP)</b>

### POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

#### A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)<=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
OPE-2020-0003	7 078	10 414	7 078	0	0	0	10 414	7 078	0	0	0	0	0
OPE-2020-0006	74 329	47 277	28 833	0	45 496	45 496	48 279	28 833	0	45 496	45 496	0	0
OPE-2020-0016	20 081	25 417	20 081	0	0	0	25 618	20 081	0	0	0	0	0
OPE-2020-0027	29 916	38 760	29 916	0	0	0	44 630	29 916	0	0	0	0	0
OPE-2021-0016	32 392	19 461	15 996	0	16 397	16 397	19 461	15 200	0	17 192	17 192	0	0
OPE-2021-0017	25 000	26 890	24 496	0	504	504	27 228	22 959	0	2 041	2 041	0	0
OPE-2021-0025	16 121	18 500	16 121	0	0	0	24 405	16 121	0	0	0	0	0
OPE-2021-0035	29 200	7 805	7 805	0	16 895	16 895	7 805	7 805	0	16 895	16 895	4 500	0
OPE-2023-0001	45 800	5 600	5 600	0	20 100	20 100	5 600	5 600	0	20 100	20 100	20 100	0
CONV-2016-0030	137 045	148 127	137 045	0	0	0	198 047	137 045	0	0	0	0	0
CONV-2016-0032	81 112	105 231	81 112	0	0	0	105 231	81 112	0	0	0	0	0
CONV-2016-0033	49 984	87 564	49 984	0	0	0	91 695	49 984	0	0	0	0	0
CONV-2016-0034	18 766	40 286	18 766	0	0	0	43 513	18 766	0	0	0	0	0
OPE-2016-0008	82 680	93 066	82 680	0	0	0	94 399	82 680	0	0	0	0	0
OPE-2017-0011	1 194 888	1 194 237	1 113 552	0	81 336	81 336	1 201 784	1 113 552	0	81 336	81 336	0	0
OPE-2017-0030	88 395	141 997	88 395	0	0	0	146 490	88 395	0	0	0	0	0
OPE-2017-0035	239 483	251 161	239 483	0	0	0	251 623	239 483	0	0	0	0	0
OPE-2017-0041	84 004	106 501	84 004	0	0	0	103 595	84 004	0	0	0	0	0
OPE-2017-0043	24 614	52 131	24 614	0	0	0	52 394	24 614	0	0	0	0	0
OPE-2017-0044	25 628	77 383	25 628	0	0	0	78 375	25 628	0	0	0	0	0
OPE-2017-0050	23 482	38 749	23 482	0	0	0	42 497	23 482	0	0	0	0	0
OPE-2018-0010	208 373	247 840	208 373	0	0	0	249 891	208 373	0	0	0	0	0
OPE-2018-0013	121 627	294 877	121 627	0	0	0	303 216	121 627	0	0	0	0	0
OPE-2018-0016	9 199	23 708	9 199	0	0	0	23 708	9 199	0	0	0	0	0
OPE-2018-0017	81 243	88 684	81 243	0	0	0	89 211	81 243	0	0	0	0	0
OPE-2018-0030	92 915	103 215	92 915	0	0	0	113 857	92 915	0	0	0	0	0
OPE-2018-0031	112 877	114 238	112 877	0	0	0	114 238	112 877	0	0	0	0	0
OPE-2018-0032	44 732	46 698	44 732	0	0	0	47 970	44 732	0	0	0	0	0
OPE-2018-0033	24 320	30 151	24 320	0	0	0	31 387	24 320	0	0	0	0	0
OPE-2018-0037	66 905	98 125	62 980	0	3 925	3 925	109 092	62 980	0	3 925	3 925	0	0
OPE-2018-0038	42 000	59 464	42 000	0	0	0	60 589	42 000	0	0	0	0	0
OPE-2018-0042	9 989	10 000	9 989	0	0	0	10 000	9 989	0	0	0	0	0
OPE-2018-0043	133 380	145 788	133 380	0	0	0	145 788	133 380	0	0	0	0	0
OPE-2019-0002	96 760	92 897	70 760	0	26 000	26 000	96 130	70 760	0	26 000	26 000	0	0
OPE-2019-0011	106 000	107 196	106 000	0	0	0	107 196	106 000	0	0	0	0	0
OPE-2019-0012	103 300	104 556	103 300	0	0	0	104 556	103 300	0	0	0	0	0
OPE-2019-0013	88 605	112 969	88 605	0	0	0	127 126	88 605	0	0	0	0	0
OPE-2019-0036	133 181	111 768	107 108	0	26 073	26 073	112 976	107 108	0	26 073	26 073	0	0
OPE-2019-0046	63 246	79 330	41 246	0	22 000	22 000	84 603	41 246	0	22 000	22 000	0	0
OPE-2019-0047	114 000	115 512	114 000	0	0	0	115 512	114 000	0	0	0	0	0
OPE-2019-0049	300 000	225 000	225 000	0	40 000	40 000	225 000	225 000	0	40 000	40 000	35 000	0
OPE-2020-0007	31 637	82 358	31 637	0	0	0	82 358	31 637	0	0	0	0	0
OPE-2020-0008	77 730	39 716	29 558	0	48 172	48 172	39 716	29 558	0	48 172	48 172	0	0
OPE-2020-0013	42 583	58 816	42 583	0	0	0	67 945	42 583	0	0	0	0	0
OPE-2020-0017	218 770	167 513	144 928	0	73 842	73 842	169 628	144 928	0	73 842	73 842	0	0
OPE-2020-0018	49 000	49 001	49 000	0	0	0	49 001	49 000	0	0	0	0	0
OPE-2020-0019	49 000	49 001	49 000	0	0	0	49 001	49 000	0	0	0	0	0

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
		(1)	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)<=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)
OPE-2020-0020	86 444	58 746	45 644	0	40 800	40 800	62 341	45 644	0	40 800	40 800	0	0
OPE-2020-0021	49 000	50 483	49 000	0	0	0	50 483	49 000	0	0	0	0	0
OPE-2020-0022	68 937	74 063	65 937	0	3 000	3 000	78 868	65 937	0	3 000	3 000	0	0
OPE-2020-0023	150 000	111 085	94 048	0	55 952	55 952	147 296	94 048	0	55 952	55 952	0	0
OPE-2020-0025	119 019	107 838	81 901	0	37 118	37 118	110 546	79 516	0	39 503	39 503	0	0
OPE-2020-0034	85 114	78 830	71 114	0	14 000	14 000	78 912	71 114	0	14 000	14 000	0	0
OPE-2020-0035	93 986	41 726	23 736	0	70 250	70 250	42 048	23 736	0	70 250	70 250	0	0
OPE-2021-0001	216 017	200 787	197 817	0	18 200	18 200	208 933	197 817	0	18 200	18 200	0	0
OPE-2021-0010	169 108	173 567	169 108	0	0	0	173 636	169 108	0	0	0	0	0
OPE-2021-0026	154 000	77 530	73 271	0	59 062	59 062	77 530	72 688	0	59 646	59 646	21 667	0
OPE-2021-0028	70 000	66 239	52 500	0	17 500	17 500	68 490	52 500	0	17 500	17 500	0	0
OPE-2021-0029	115 500	72 500	71 575	0	43 925	43 925	77 000	61 705	0	53 795	53 795	0	0
OPE-2021-0030	48 060	41 696	33 560	0	14 500	14 500	42 507	33 560	0	14 500	14 500	0	0
OPE-2021-0033	147 776	57 958	44 168	0	103 608	103 608	58 444	44 168	0	103 608	103 608	0	0
OPE-2021-0034	68 260	17 336	17 260	0	51 000	51 000	17 848	17 260	0	51 000	51 000	0	0
OPE-2022-0001	70 200	9 173	7 649	0	52 151	52 151	9 288	7 649	0	52 151	52 151	10 400	0
OPE-2022-0002	171 500	116 640	109 303	0	41 402	41 402	185 918	109 303	0	41 402	41 402	20 795	0
OPE-2022-0003	404 890	178 297	162 977	0	124 568	124 568	188 343	162 977	0	124 568	124 568	117 345	0
OPE-2022-0004	68 000	39 567	35 368	0	32 632	32 632	39 567	34 909	0	33 091	33 091	0	0
OPE-2022-0013	37 332	40 653	37 332	0	0	0	40 653	37 332	0	0	0	0	0
OPE-2022-0014	46 328	48 993	46 328	0	0	0	49 601	46 328	0	0	0	0	0
OPE-2022-0018	101 535	20 576	19 616	0	43 263	43 263	21 172	19 616	0	43 263	43 263	38 656	0
OPE-2022-0020	94 245	25 864	22 745	0	36 500	36 500	26 234	22 745	0	36 500	36 500	35 000	0
OPE-2022-0021	218 493	54 938	52 007	0	81 091	81 091	54 938	52 007	0	81 091	81 091	85 395	0
OPE-2022-0024	116 538	58 038	48 288	0	39 000	39 000	58 038	48 288	0	39 000	39 000	29 250	0
OPE-2023-0002	69 000	24 250	24 250	0	37 010	37 010	24 250	24 250	0	37 010	37 010	7 740	0
OPE-2023-0003	78 270	4 090	4 090	0	28 090	28 090	4 090	4 090	0	28 090	28 090	46 090	0
OPE-2023-0004	93 480	1 000	1 000	0	51 240	51 240	1 000	1 000	0	51 240	51 240	41 240	0
OPE-2023-0008	196 155	31 702	31 702	0	99 068	99 068	31 702	31 702	0	99 068	99 068	65 385	0
OPE-2023-0009	49 000	21 900	21 900	0	27 100	27 100	20 520	20 520	0	28 480	28 480	0	0
OPE-2023-0010	163 657	29 456	29 456	0	81 642	81 642	29 456	29 456	0	81 642	81 642	52 559	0
OPE-2023-0011	106 842	825	825	0	51 300	51 300	825	825	0	51 300	51 300	54 717	0
OPE-2023-0012	35 000	1 000	1 000	0	9 000	9 000	1 000	1 000	0	9 000	9 000	25 000	0
OPE-2023-0014	380 232	25 888	25 888	0	202 856	202 856	25 888	25 888	0	202 856	202 856	151 488	0
OPE-2023-0016	1 750 000	123 500	123 500	0	1 121 000	1 121 000	123 500	123 500	0	1 121 000	1 121 000	505 500	0
OPE-2023-0017	160 929	0	0	0	74 430	74 430	0	0	0	74 430	74 430	86 499	0
OPE-2023-0019	210 000	23 336	23 336	0	70 000	70 000	23 336	23 336	0	70 000	70 000	116 664	0
<b>Total contrats de recherche</b>	<b>11 014 217</b>	<b>7 305 046</b>	<b>6 190 230</b>	<b>0</b>	<b>3 252 997</b>	<b>3 252 997</b>	<b>7 606 982</b>	<b>6 173 222</b>	<b>0</b>	<b>3 270 006</b>	<b>3 270 006</b>	<b>1 570 990</b>	<b>0</b>
<b>Total contrats de formation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>continue</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
OPE-2019-0037	23 857	85 253	23 857	0	0	0	85 253	23 857	0	0	0	0	0
OPE-2020-0004	21 689	43 629	21 689	0	0	0	43 927	21 689	0	0	0	0	0
OPE-2020-0029	22 824	6 128	5 844	0	16 980	16 980	6 236	5 844	0	16 980	16 980	0	0
OPE-2021-0004	779	3 018	779	0	0	0	3 018	779	0	0	0	0	0
OPE-2021-0014	4 725	8 790	4 725	0	0	0	8 790	4 725	0	0	0	0	0
OPE-2022-0006	82 215	63 188	62 254	0	19 961	19 961	63 188	62 254	0	19 961	19 961	0	0
OPE-2022-0010	15 087	37 112	0	0	0	0	37 112	15 087	0	0	0	0	0
OPE-2022-0012	91 334	78 928	77 977	0	13 358	13 358	78 928	77 977	0	13 358	13 358	0	0
OPE-2018-0063	247 568	290 254	247 568	0	0	0	290 919	247 568	0	0	0	0	0
OPE-2018-0067	208 655	228 844	208 655	0	0	0	232 459	208 655	0	0	0	0	0
OPE-2019-0010	83 840	110 668	83 840	0	0	0	110 668	83 840	0	0	0	0	0
OPE-2019-0020	24 081	121 090	24 081	0	0	0	121 090	24 081	0	0	0	0	0
OPE-2019-0038	181 214	184 847	173 214	0	8 000	8 000	203 886	173 214	0	8 000	8 000	0	0
OPE-2019-0039	76 057	106 398	69 057	0	7 000	7 000	110 699	69 057	0	7 000	7 000	0	0
OPE-2019-0040	131 400	248 816	0	0	131 400	0	248 816	131 400	0	0	0	0	0
OPE-2019-0041	73 600	91 404	64 600	0	9 000	9 000	102 015	64 600	0	9 000	9 000	0	0
OPE-2020-0012	80 800	85 264	80 800	0	0	0	85 264	80 800	0	0	0	0	0
OPE-2020-0014	1 438 033	488 707	361 342	0	394 180	394 180	491 006	361 342	0	394 180	394 180	682 511	0
OPE-2020-0030	83 235	86 532	69 485	0	13 750	13 750	86 532	69 485	0	13 750	13 750	0	0
OPE-2021-0005	22 183	46 584	22 183	0	0	0	46 584	22 183	0	0	0	0	0
OPE-2021-0008	79 872	68 067	67 456	0	12 417	12 417	68 067	67 456	0	12 417	12 417	0	0
OPE-2021-0015	109 156	80 301	28 056	0	78 925	78 925	83 136	28 056	0	78 925	78 925	2 175	0
OPE-2021-0032	119 422	44 414	39 662	0	44 879	44 879	50 441	39 662	0	44 879	44 879	34 881	0

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
		(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)<=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)
OPE-2022-0007	47 535	29 535	17 535	0	30 000	30 000	29 535	17 535	0	30 000	30 000	0	0
OPE-2022-0011	72 676	55 592	47 442	0	20 566	20 566	56 524	47 442	0	20 566	20 566	4 668	0
OPE-2022-0017	379 726	134 619	123 067	0	175 875	175 875	134 629	123 067	0	175 875	175 875	80 784	0
OPE-2022-0022	116 000	0	0	0	23 000	23 000	0	0	0	14 000	14 000	93 000	9 000
OPE-2022-0023	529 000	20 000	20 000	0	75 000	75 000	10 000	10 000	0	30 000	30 000	434 000	55 000
OPE-2023-0005	55 520	2 310	2 310	0	32 690	32 690	2 310	2 310	0	32 690	32 690	20 520	0
OPE-2023-0006	62 320	20 500	20 500	0	20 500	20 500	20 500	20 500	0	20 500	20 500	21 320	0
OPE-2023-0013	6 000	0	0	0	6 000	6 000	0	0	0	6 000	6 000	0	0
<b>Total contrats d'enseignement</b>	<b>4 490 404</b>	<b>2 870 791</b>	<b>2 114 464</b>	<b>0</b>	<b>1 002 081</b>	<b>1 002 081</b>	<b>2 911 531</b>	<b>2 104 464</b>	<b>0</b>	<b>948 081</b>	<b>948 081</b>	<b>1 373 858</b>	<b>64 000</b>
CONV-2016-0041	140 000	140 598	15 598	0	30 000	30 000	127 595	6 639	0	20 000	20 000	94 402	18 979
OPE-2016-0003	114 441	152 739	114 441	0	0	0	235 754	114 441	0	0	0	0	0
OPE-2016-0004	100 690	95 028	32 690	0	68 000	68 000	96 871	32 690	0	68 000	68 000	0	0
OPE-2017-0039	350 000	15 000	277	0	319 723	319 723	15 000	277	0	319 723	319 723	30 000	0
OPE-2018-0054	85 000	138 974	85 000	0	0	0	67 179	63 000	0	22 000	22 000	0	0
OPE-2018-0055	1 175 620	1 186 720	1 175 620	0	0	0	1 494 148	1 175 620	0	0	0	0	0
OPE-2018-0056	300 000	7 000	7 000	0	180 000	180 000	7 000	7 000	0	35 000	35 000	113 000	145 000
OPE-2018-0057	160 000	0	0	0	160 000	160 000	0	0	0	160 000	160 000	0	0
OPE-2018-0060	80 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80 000	0
OPE-2018-0061	250 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	250 000	0
OPE-2018-0062	700 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	700 000	0
OPE-2019-0032	319 724	321 189	319 724	0	0	0	447 041	319 724	0	0	0	0	0
OPE-2020-0033	103 773	5 000	0	0	21 000	21 000	0	0	0	15 000	15 000	82 773	6 000
OPE-2021-0009	120 505	124 255	120 505	0	0	0	120 693	120 505	0	0	0	0	0
OPE-2021-0011	92 365	17 365	17 365	0	75 000	75 000	17 365	17 365	0	75 000	75 000	0	0
CONV-2015-0055	8 966 000	10 400 481	8 966 000	0	0	0	10 197 376	8 966 000	0	0	0	0	0
OPE-2016-0001	563 085	596 976	563 085	0	0	0	708 837	563 085	0	0	0	0	0
OPE-2017-0015	3 903 527	4 222 556	3 903 527	0	0	0	5 266 766	3 903 527	0	0	0	0	0
OPE-2018-0004	470 300	94 060	0	0	0	0	94 060	0	0	0	0	470 300	0
OPE-2018-0015	430 619	449 972	430 619	0	0	0	456 486	430 619	0	0	0	0	0
OPE-2022-0019	5 500 000	50 000	50 000	0	4 900 000	4 900 000	12 000	12 000	0	320 000	320 000	550 000	4 618 000
OPE-2021-0012	163 600	163 708	163 600	0	0	0	164 586	163 600	0	0	0	0	0
OPE-2022-0005	1 298 119	1 298 750	1 298 119	0	0	0	1 316 397	1 298 119	0	0	0	0	0
OPE-2023-0007	150 000	150 000	150 000	0	0	0	150 000	150 000	0	0	0	0	0
OPE-2023-0015	14 000 000	0	0	0	14 000 000	14 000 000	0	0	0	190 000	190 000	0	13 810 000
OPE-2023-0023	40 000	0	0	0	10 000	10 000	0	0	0	6 000	6 000	30 000	4 000
OPE-2023-0024	50 000	0	0	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	45 000	5 000
OPE-2023-0025	249 420	0	0	0	249 420	249 420	0	0	0	249 420	249 420	0	0
OPE-2023-0026	644 100	0	0	0	644 100	644 100	0	0	0	644 100	644 100	0	0
OPE-2023-0027	16 295 262	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 295 262	0
<b>Total programmes pluriannuels d'investissement</b>	<b>56 816 150</b>	<b>19 630 370</b>	<b>17 413 170</b>	<b>0</b>	<b>20 662 243</b>	<b>20 662 243</b>	<b>20 995 152</b>	<b>17 344 191</b>	<b>0</b>	<b>2 124 243</b>	<b>2 124 243</b>	<b>18 740 738</b>	<b>18 606 979</b>
<b>Total</b>	<b>72 320 771</b>	<b>29 806 207</b>	<b>25 717 864</b>	<b>0</b>	<b>24 917 322</b>	<b>24 917 322</b>	<b>31 513 665</b>	<b>25 621 877</b>	<b>0</b>	<b>6 342 330</b>	<b>6 342 330</b>	<b>21 685 585</b>	<b>18 670 979</b>
<b>Pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :</b>													
Ss total personnel	6 633 802	4 801 965	4 362 125	0	1 172 363	1 172 363	4 801 965	4 362 125	0	1 172 363	1 172 363	1 099 313	0
Ss total fonctionnement et intervention	6 247 939	4 868 988	3 625 793	0	1 813 273	1 813 273	5 166 483	3 608 784	0	1 830 282	1 830 282	808 873	0
Ss total investissement	59 439 031	20 135 254	17 729 946	0	21 931 686	21 931 686	21 545 218	17 650 967	0	3 339 686	3 339 686	19 777 400	18 670 979





**Tableau 10**  
**Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation**

Budget - BI	<b>2024</b>
Date exécutoire	<b>01/01/2024</b>
Etablissement	<b>Université Bordeaux Montaigne</b>
Niveau d'agrégation	<b>Agrégé</b>
Nature du budget (BP, BA)	<b>Budget Principal (BP)</b>

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**  
Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

**A - Prévission d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement**

Opération	Nature	Prévission pluriannuelle
		Coût total de l'opération
		(1)
Dépenses d'investissement (PPI)	Investissement	56 816 150
<b>Total Dépenses d'investissement.1</b>		<b>56 816 150</b>
Contrats de recherche	Personnel	4 393 405
	Fonctionnement et intervention	4 289 146
	Investissement	2 331 667
<b>Total contrat de recherche.2</b>		<b>11 014 218</b>
Contrat de formation continue	Personnel	0
	Fonctionnement et intervention	0
	Investissement	0
<b>Total contrat de formation continue.3</b>		<b>0</b>
Contrat d'enseignement	Personnel	2 147 505
	Fonctionnement et intervention	1 426 099
	Investissement	916 860
<b>Total contrat de formation continue.4</b>		<b>4 490 464</b>
<b>\$s total personnel</b>		<b>6 540 910</b>
<b>\$s total fonctionnement et intervention</b>		<b>5 715 184</b>
<b>\$s total investissement</b>		<b>60 064 677</b>
<b>TOTAL</b>		<b>72 320 771</b>

Prévission N (BI + BR)										
AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N*	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N*	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N	
(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) + (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	
19 630 370	17 413 170	0	20 662 243	20 662 243	20 995 152	17 344 191	0	2 124 243	2 124 243	
<b>19 630 370</b>	<b>17 413 170</b>	<b>0</b>	<b>20 662 243</b>	<b>20 662 243</b>	<b>20 995 152</b>	<b>17 344 191</b>	<b>0</b>	<b>2 124 243</b>	<b>2 124 243</b>	
3 356 371	3 072 277	0	708 204	708 204	3 356 371	3 072 277	0	708 204	708 204	
3 168 448	2 464 230	0	1 372 350	1 372 350	3 358 507	2 447 221	0	1 389 359	1 389 359	
780 226	653 724	0	1 172 443	1 172 443	892 104	653 724	0	1 172 443	1 172 443	
<b>7 305 046</b>	<b>6 190 230</b>	<b>0</b>	<b>3 252 997</b>	<b>3 252 997</b>	<b>7 606 982</b>	<b>6 173 222</b>	<b>0</b>	<b>3 270 006</b>	<b>3 270 006</b>	
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1 352 701	1 196 957	0	464 159	464 159	1 352 701	1 196 957	0	464 159	464 159	
1 194 172	628 809	0	440 922	440 922	1 175 629	628 809	0	440 922	440 922	
363 918	288 698	0	97 000	97 000	383 201	278 698	0	43 000	43 000	
<b>2 870 791</b>	<b>2 114 464</b>	<b>0</b>	<b>1 002 081</b>	<b>1 002 081</b>	<b>2 911 531</b>	<b>2 104 464</b>	<b>0</b>	<b>948 081</b>	<b>948 081</b>	
4 709 072	4 269 234	0	1 172 363	1 172 363	4 709 072	4 269 234	0	1 172 363	1 172 363	
4 322 620	3 093 039	0	1 813 273	1 813 273	4 534 135	3 076 030	0	1 830 282	1 830 282	
<b>20 774 515</b>	<b>18 355 592</b>	<b>0</b>	<b>21 931 686</b>	<b>21 931 686</b>	<b>22 270 458</b>	<b>18 276 613</b>	<b>0</b>	<b>3 339 686</b>	<b>3 339 686</b>	
<b>29 806 207</b>	<b>25 717 865</b>	<b>0</b>	<b>24 917 322</b>	<b>24 917 322</b>	<b>31 513 665</b>	<b>25 621 877</b>	<b>0</b>	<b>6 342 330</b>	<b>6 342 330</b>	

Prévission N+1 et suivantes					
AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
1 345 176	2 749 154	80 000	6 825 000	17 315 562	27 773 562
<b>1 345 176</b>	<b>2 749 154</b>	<b>80 000</b>	<b>6 825 000</b>	<b>17 315 562</b>	<b>27 773 562</b>
468 519	468 519	144 405	144 405	0	0
344 481	344 481	93 709	93 709	14 375	14 375
394 000	394 000	111 500	111 500	0	0
<b>1 207 000</b>	<b>1 207 000</b>	<b>349 614</b>	<b>349 614</b>	<b>14 375</b>	<b>14 375</b>
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
127 322	127 322	67 200	67 200	291 867	291 867
148 011	148 011	45 700	45 700	162 596	162 596
457 162	256 162	74 000	329 000	0	0
<b>732 495</b>	<b>541 495</b>	<b>186 900</b>	<b>441 900</b>	<b>454 463</b>	<b>454 463</b>
595 841	595 841	211 605	211 605	291 867	291 867
492 492	492 492	139 409	139 409	176 971	176 971
<b>2 196 338</b>	<b>3 409 316</b>	<b>265 500</b>	<b>7 265 500</b>	<b>17 315 562</b>	<b>27 773 562</b>
<b>3 284 671</b>	<b>4 497 650</b>	<b>616 514</b>	<b>7 616 514</b>	<b>17 784 400</b>	<b>28 242 400</b>

\*A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

**B - Prévissions de recettes**

Opération	Nature	Prévission
		Financement de l'opération
		(18)
Recettes d'investissement (PPI)	Financement de l'Etat*	8 260 000
	Autres financements publics**	42 488 064
	Autres financements***	8 755
<b>Total PPI.1</b>		<b>50 756 819</b>
Contrats de recherche	Financement de l'Etat*	545 307
	Autres financements publics**	10 443 497
	Autres financements***	508 034
<b>Total contrat de recherche.2</b>		<b>11 496 839</b>
Contrat de formation continue	Financement de l'Etat*	0
	Autres financements publics**	0
	Autres financements***	0
<b>Total contrat de formation continue.3</b>		<b>0</b>
Contrat d'enseignement	Financement de l'Etat*	24 236
	Autres financements publics**	3 933 682
	Autres financements***	991
<b>Total contrat de formation continue.4</b>		<b>3 958 909</b>
<b>\$s total financement de l'Etat</b>		<b>8 829 543</b>
<b>\$s total autres financements publics</b>		<b>56 865 243</b>
<b>\$s total autres financements</b>		<b>517 780</b>
<b>TOTAL</b>		<b>66 212 566</b>

Prévission N	
Encasements des années antérieures à N	Encasements prévus en N
(19)	(20)
2 110 000	510 000
9 589 443	7 924 934
8 755	0
<b>11 708 198</b>	<b>8 434 932</b>
70 307	121 000
5 963 011	1 737 761
400 704	62 330
<b>6 434 022</b>	<b>1 921 091</b>
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
24 236	0
2 071 713	532 511
991	0
<b>2 096 940</b>	<b>532 511</b>
2 204 543	631 000
17 624 167	10 195 204
410 450	62 330
<b>20 239 160</b>	<b>10 888 534</b>

Prévissions en N+1 et suivantes		
Encasements prévus en N+1	Encasements prévus en N+2	Encasements prévus > N+2
(21)	(22)	(23)
1 230 000	2 850 000	1 560 000
977 765	481 505	23 514 415
0	0	0
<b>2 207 765</b>	<b>3 331 505</b>	<b>25 074 415</b>
271 000	83 000	0
1 738 083	615 394	389 248
30 000	15 000	0
<b>2 039 083</b>	<b>713 394</b>	<b>389 248</b>
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
339 235	309 243	680 980
<b>339 235</b>	<b>309 243</b>	<b>680 980</b>
1 501 000	2 933 000	1 560 000
3 055 087	1 406 143	24 584 643
30 000	15 000	0
<b>4 586 087</b>	<b>4 354 143</b>	<b>26 144 643</b>

\* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés

\*\* Autres financements publics (globalisés ou fléchés)

\*\*\* Recettes propres et recettes propres fléchées

Tableau retraçant les moyens des unités mixtes de recherche

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BUDGET INITIAL 2024

		Moyens hors budget de l'établissement BI 2024																												Total par équipe										
		Moyens de l'établissement Université Bordeaux Montaigne			CNRS				Université de Bordeaux				IRD		Université de La Rochelle				Bordeaux INP		Sciences Po		UPPA		MCC		EPHE		Université de Toulouse-Le Mirail		Ecole Nationale d'Architecture et de Paysage de Bordeaux									
		Enseignants-chercheurs		BIATSS	Chercheurs		ITA		Enseignants-chercheurs		BIATSS		Enseignants-chercheurs		BIATSS		Enseignants-chercheurs		BIATSS		Enseignants-chercheurs		BIATSS		Enseignants-chercheurs		BIATSS		Enseignants-chercheurs		BIATSS		Enseignants-chercheurs		BIATSS					
Personnel	PR	MCF	BIATSS	DR	CR	ITA	PR	MCF	BIATSS	PR	MCF	BIATSS	PR	MCF	BIATSS	PR	MCF	BIATSS	PR	MCF	BIATSS	PR	MCF	BIATSS	PR	MCF	BIATSS	PR	MCF	BIATSS	PR	MCF	BIATSS							
UMR 5478 IKER	Personnel	1	1	0	1	6	4																											14						
	Fonctionnement			12 995,00 €			32 000,00 €																												47 995,00 €					
	Investissement			0			0																												- €					
UMR 5319 PASSAGES (Séparation CNRS et MCC)	Personnel	8	29	0	3	9	12	1	9	0																								32						
	Fonctionnement			43 923,00 €			87 000,00 €																												129 923,00 €					
	Investissement			- €			- €																											- €						
UMR 5687 AUSONJUS	Personnel	12	23	11	4	7	4																											31						
	Fonctionnement			50 057,00 €			45 940,00 €																												96 997,00 €					
	Investissement			0			0																											- €						
UMR 6034 ARCHEOSCIENCES BOX	Personnel	2	3	3	4	2	13	0	0	0																								25						
	Fonctionnement			43 579,00 €			48 000,00 €																												91 579,00 €					
	Investissement			- €			- €																											- €						
UMR 5043 CLLE ERESLAR	Personnel	3	9	0	3	4	5																											24						
	Fonctionnement			16 584,00 €			71 000,00 €																												87 584,00 €					
	Investissement			- €			- €																											- €						
UMR 5115 LAM	Personnel	3	3	0	2	7	5	2	1	0																								18						
	Fonctionnement			15 207,00 €			54 500,00 €																												69 707,00 €					
	Investissement			- €			- €																											- €						
UAR 2064 MSH	Personnel	1	0	5	0	0	3	0	0	1																								10						
	Fonctionnement			60 000,00 €			21 430,00 €																												81 430,00 €					
	Investissement			- €			- €																											- €						
UMRU 4874 SPH	Personnel	10	8	0				2	6	0																								18						
	Fonctionnement			29 248,00 €			5 000,00 €																												34 248,00 €					
	Investissement			- €			- €																											- €						
UMRU 24140 ODA	Personnel	0	10	0							1	6	0																					17						
	Fonctionnement			12 939,00 €			9 000,00 €																												21 939,00 €					
	Investissement			- €			- €																											- €						
<b>TOTAL</b>	Personnel	<b>43</b>	<b>86</b>	<b>19</b>	<b>17</b>	<b>35</b>	<b>49</b>	<b>5</b>	<b>16</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>24</b>	<b>45</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>16</b>	<b>2</b>	<b>391</b>
	Fonctionnement			<b>284 592,00 €</b>			<b>355 870,00 €</b>					<b>20 319,00 €</b>				<b>9 000,00 €</b>						<b>5 000,00 €</b>					<b>50 000,00 €</b>													<b>890 159,00 €</b>
	Investissement			<b>- €</b>			<b>- €</b>																					<b>- €</b>												<b>- €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>284 592,00 €</b>			<b>355 870,00 €</b>					<b>20 319,00 €</b>				<b>9 000,00 €</b>						<b>5 000,00 €</b>					<b>50 000,00 €</b>													<b>890 159,00 €</b>



## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Classe de compte (n°)	Exécution 2022	BR2 2023	BI 2024 (N+1)
<b>Données physiques</b>				
<b>Nombre de bâtiments occupés</b>		47	47	47
dont biens propres		2	2	2
dont biens domaniaux		43	43	43
dont prises à bail		1	1	1
dont autres mises à disposition (ex. : collectivités territoriales)		1	1	1
<b>Surface totale occupée (m2 - SUB)</b>		61 161	62 131	62 628
dont biens propres		1 440	2 410	2 410
dont biens domaniaux		52 419	52 419	52 342
dont prises à bail		557	557	557
dont autres mises à disposition (ex. : collectivités territoriales)		6 745	6 745	7 319

**m2 SUN / poste de travail (\*)**

<b>Dépenses de fonctionnement à l'€ près</b>				
Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement	6815	219 887	110 632	447 144
Redevances de crédit-bail immobilier (*)	6125	0	0	0
Locations immobilières (*)	6132	50 826	0	0
Entretien et réparations sur biens immobiliers (*)	615223	237 145	191 504	351 766
Entretien et réparations sur biens immobiliers (*)	6063	397 065	243 967	180 500
Entretien et réparations sur biens immobiliers (*)	61565	353 614	326 200	438 344
Taxe foncière (*)	63512	0	0	0
Autres impôts locaux (*)	63513	0	0	0

<b>Dépenses d'acquisition à l'€ près</b>				
Acquisition de biens propres				

<b>Dépenses d'investissement à l'€ près</b>				
Réalisation de travaux structurants	231	7 076 317	3 963 294	2 207 723

<b>Produits de cession d'immobilisations corporelles à l'€ près</b>				
dont biens propres	7752			
dont biens domaniaux	7752			

(\*) Les données sont disponibles à la saisie dans le système d'informations des opérateurs de l'Etat (SI OPE)

## Annexe immobilière

### A) Leviers d'actions proposés pour répondre, aux réserves formulées par France Domaine ou le Conseil Immobilier de l'Etat

L'université Bordeaux Montaigne a achevé la mise en oeuvre de son schéma directeur immobilier et de son SPSI selon la circulaire de septembre 2016 par la validation du CA du 24 janvier 2020. La note de la DIE du 12/08/2019 fait état de quatre remarques dont voici la liste accompagnée des leviers d'actions proposés :

- Le SPSI porte sur la période 2016/2020, la DIE attend en 2020 le projet de SPSI de l'établissement pour la période 2021/2025. Il est à noter que les prévisions opérationnelles couvraient la période jusqu'à 2024. La pandémie COVID, l'actualité chargée des dossiers de la DPIL ainsi que des difficultés RH n'ont pas permis d'entamer ce travail. La situation organisationnelle de la DPIL se stabilisant, nous pourrions commencer ce projet en 2024.
- Indiquer les états réglementaires des locaux.
- La mise en place d'une politique de valorisation permettant de dégager des ressources propres serait souhaitable : Une étude d'opportunité serait à réaliser dans ce sens.
- Il faut poursuivre les efforts de réduction de l'empreinte énergétique dans le cadre des objectifs du décret tertiaire de la loi ELAN : Des leviers ont été définis et les outils de base déployés (comptage notamment), un économiseur de flux (energy manager) a été recruté en juin 2021. La politique de réduction des consommations énergétiques et la réponse aux directives du décret tertiaire ont démarré sur l'exercice 2022 grâce au budget dédié aux projets de la cellule énergie de la DPIL et se poursuivront en 2023 et 2024 notamment dans le cadre de financement Etat résilience 2. Des compteurs et des capteurs de températures, CO2 ont été déployés. La Tranche 2 de l'opération campus qui s'achève a déployé le comptage pour l'eau. Des capteurs continueront d'être déployés en 2024.

### B) Avancement des opérations prévues dans le SPSI

Le SPSI 2016/2020 fait état d'un certain nombre d'opérations stratégiques pour l'établissement dont en fil conducteur la mise aux normes incendie et d'accessibilité ; En voici l'état d'avancement :

- Tranche 2 de l'opération campus : Sous la maîtrise d'ouvrage de la SRIA, le groupement retenu (Eiffage) a démarré le chantier qui s'achèvera à la fin de l'année 2023.
- Création de la CLEFF : Ce projet de restructuration et extension du DEFFE a connu beaucoup de retard suite à la pandémie et un premier appel d'offres infructueux. Grâce au plan de relance de l'Etat (France relance) et à des budgets complémentaires de l'Etat et de la Région, les travaux ont démarré en janvier 2022 et se sont achevés en octobre 2023. Le budget déjà conséquent post COVID a été une nouvelle fois abondé sur fonds propres pour faire face à l'inflation et à l'augmentation des indices de révision du bâtiment.
- Optimisation de la gestion des espaces d'archives de l'université : Une archiviste a été recrutée au sein du SCD afin de dresser l'état des besoins et proposer une nouvelle organisation de l'archivage des documents au sein d'UBM puis, par la suite des travaux, l'aménagement de compactus dans nos espaces en sous-sol.
- Requalification du bâtiment H : Cette opération financée par le CPER actuel est rattachée à la tranche 2 de l'opération campus et les travaux du bâtiment H ont été achevés au mois de septembre 2021.
- La rénovation des amphithéâtres C200, 1 et 2 : La rénovation de l'amphi C200 s'est achevée au mois de septembre 2019 et les travaux des amphithéâtres 1 et 2 ont été achevés au mois de décembre 2020.
- La réorganisation de l'accueil, de l'administration et du 1er étage du bâtiment J : Cette opération est aussi rattachée à la tranche 2 de l'opération campus et les travaux sont achevés.
- La requalification des locaux de la DPIL : Cette opération s'est achevée en septembre 2018.
- La rénovation des passages couverts : Cette opération s'est achevée en avril 2019.
- La réalisation des études de faisabilité visant la structuration de l'enseignement et de la vie étudiante et celle de la recherche, les opérations suivantes étant placées comme hautement stratégiques pour l'université :
  - Extension du pôle archéologie : Le projet a été retenu pour le CPER 2021/2027. Le projet démarre et les études programmation débuteront en janvier prochain. Les travaux sont prévus en 2027.
  - Extension des fonctions dédiées à l'enseignement et la recherche en incluant une dimension Vie universitaire avec un lien possible avec le CROUS pour l'extension du Sirtaki : Le budget pour le lancement de l'étude de faisabilité n'a pas été retenu.
- Rénovation du système anti-intrusion : Cette opération est terminée.
- Déploiement du contrôle d'accès annuel : Il s'agit d'une opération récurrente. Le déploiement se réalise sur plusieurs années, selon les demandes.
- Mise en accessibilité Ad'Ap : Il s'agit également d'une opération pluri-annuelle basée sur les engagements pris lors de la validation de l'Ad'Ap de l'établissement début 2016. Les projets sont en cours.
- Diagnostic des réseaux humides : L'opération est achevée.
- Mise en place de comptage énergétique chauffage : L'opération est achevée.
- Améliorer la sécurité des locaux serveurs : L'opération est achevée.
- Mise en accessibilité chaire Amphi 700 : Les travaux sont achevés.
- Ventilation du sous-sol du bâtiment Administration : Les travaux sont achevés.
- Déploiement signalétique : La charte signalétique a été validée et le déploiement doit commencer par les bâtiments restructurés (K, amphithéâtres, MLR...).
- Mise en accessibilité entrée amphi Renouard : Les travaux sont réalisés.
- Remplacement des portes des grands hangars du SIGDU : Les travaux sont achevés.

Une opération de raccordement au réseau de chaleur St Jean Belcier pour les bâtiments de l'IUT a également été menée en 2022 dans le but de réaliser des économies d'énergie et d'émission de CO2.

L'université s'est vu également dotée cette année d'un nouveau bâtiment en gestion, la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) : une opération de requalification du bâtiment a été retenue dans le cadre du CPER 2021/2027. Les études de programmation démarrent et les travaux sont prévus pour 2026.

### C) Economies (réalisées ou programmées)

Le Schéma Directeur Eau Énergie (SDEE) a été rédigé à l'échelle du territoire afin de réduire la facture énergétique et l'impact sur l'environnement. Son application repose sur trois leviers principaux :

- Un système de comptage énergétique déployé entre 2017 et 2019 complété par l'opération campus (comptage eau) et par un budget complémentaire en 2022 suite au décret tertiaire.
- Le recrutement d'un économiseur de flux afin de monitorer les économies potentielles générées par des opérations mineures ou majeures et dans le but de mettre en place un plan d'actions et de communication vers les usagers.
- Le raccordement à un réseau de chaleur "campus" dont l'étude est actuellement confiée à la métropole pour une réalisation à l'horizon 2026.

Depuis 2015, toutes les opérations de requalification, rénovation et réhabilitation réalisées ou programmées intègrent cette dimension énergétique par l'amélioration des performances du bâti (changement des menuiseries et du complexe d'étanchéité à minima) à minima, voire des systèmes de chauffage. La modernisation de nos infrastructures bâties (rajout de VMC par exemple) ou d'usage (rajout de prises de courant) ne diminue malheureusement pas la facture globale : un travail sur la définition d'une stratégie en la matière a débuté grâce au recrutement d'un économiseur de flux et le financement d'opérations immobilières ou de communication pour réduire les consommations.

Depuis 2021, la pression des coûts énergétiques ne cesse d'augmenter et de peser sur le budget de l'établissement :

Budget énergie 2019 : 500 k€ HT (Année qualifiée de "standard")  
 Budget exécuté 2022 : 1,5 M€ HT  
 Budget exécuté 2023 : 1,5 M€ HT  
 Budget prévisionnel 2024 : 1 185 000 €HT

Le plan de sobriété et les actions entreprises au sein de la DPIL permettent de réduire cette augmentation.

## Tableau Synthèse budgétaire et comptable

Budget - BI	<b>2024</b>
Date exécutoire	<b>01/01/2024</b>
Etablissement	<b>Université Bordeaux Montaigne</b>
Niveau d'agrégation	<b>Agrégé</b>

### POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		2024		
<b>Niveaux initiaux</b>	<b>1 Niveau initial de restes à payer</b>	<b>2 277 796</b>		
	<b>2 Niveau initial du fonds de roulement</b>	<b>14 424 026</b>		
	<b>3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement</b>	<b>-1 846 112</b>		
	<b>4 Niveau initial de la trésorerie</b>	<b>16 270 138</b>		
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	-4 216 547		
	4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	20 486 684		
<b>Flux de l'année</b>	<b>5 Autorisations d'engagement</b>	<b>133 414 730</b>		
	<b>6 Résultat patrimonial</b>	<b>-2 680 988</b>		
	<b>7 Capacité d'autofinancement (CAF)</b>	<b>-2 675 398</b>		
	<b>8 Variation du fonds de roulement</b>	<b>-6 092 441</b>		
	<b>9 Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire</b>			
	<b>10 Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF</b>	<b>SENS</b>	<b>0</b>	
		Variation des stocks	+ / -	
		Charges sur créances irrécouvrables	-	
		Produits divers de gestion courante	+	
	<b>11 Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie</b>	<b>SENS</b>	<b>-4 899 358</b>	
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	<b>-8 285 516</b>
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	<b>3 386 157</b>
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	
<b>12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11</b>		<b>-1 193 083</b>		
	12.a Recettes budgétaires	113 748 259		
	12.b Crédits de paiement ouverts	114 941 341		
<b>13 Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires</b>		<b>1 078 038</b>		
<b>14 Variation de la trésorerie = 12 - 13</b>		<b>-2 271 121</b>		
	14.a dont variation de la trésorerie fléchée	5 331 796		
	14.b dont variation de la trésorerie non fléchée	-7 602 917		
<b>15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13</b>		<b>-3 821 320</b>		
<b>16 Variation des restes à payer</b>		<b>18 473 389</b>		
<b>Niveaux finaux</b>	<b>17 Niveau final de restes à payer</b>	<b>20 751 186</b>		
	<b>18 Niveau final du fonds de roulement</b>	<b>8 331 585</b>		
	<b>19 Niveau final du besoin en fonds de roulement</b>	<b>-5 667 432</b>		
	<b>20 Niveau final de la trésorerie</b>	<b>13 999 017</b>		
		20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	1 115 250	
	20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	12 883 768		

Comptabilité budgétaire

Comptabilité générale